

Horizons et débats

AZA
8044 Zürich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Depuis l'Antiquité tout peuple vaincu doit remettre ses armes au vainqueur en signe de soumission

Non à l'affaiblissement de la «Suisse vigilante» – Arrêtons de traiter nos soldats comme des cas pathologiques

C'est carrément grotesque: Nous sommes à la veille d'une votation fédérale sur une proposition du PS et des Verts qui exigent que le fusil d'assaut soit à la caserne et ne peut plus être confié au soldat pour le conserver à son domicile. Le Suisse se rend une fois par année avec son fusil d'assaut aux «tirs obligatoires», des exercices de tir dans sa commune, et quinze à vingt fois à des exercices et des manifestations. La future votation touche et nuit à l'image de la Suisse vigilante, de notre neutralité armée. Et en vue de cette votation, on mène à grand bruit un débat sur les cas de suicide – de plus avec des données faussées. Il est patent que cette discussion doit distraire du processus véritable. Le débat est une atteinte directe à l'honneur de nos soldats de milice. On les décrit comme des pantins instables à moitié neuro-psychotiques qui auraient bien besoin d'une expertise psychiatrique avant chaque exercice de tir. Et la FMH serait alors la commission compétente.

Dans leur communiqué de presse du 13 décembre 2010, les auteurs de l'initiative appellent les tireurs sportifs et les chasseurs en affirmant que leurs armes ne sont pas concernées par leur projet de loi puisqu'ils apprendraient, dans une société de tir ou de sport, «le maniement de l'arme juste et responsable». Cela veut dire de manière implicite: l'école de recrues, l'école de sous-officier et d'officier ne transmettent pas une formation adéquate pour le maniement de l'arme. Celui qui n'aurait pas appris chez les chasseurs et les tireurs sportifs un «maniement de l'arme juste et responsable» tiendrait un instrument de mort dans les mains (Ch. Galladé, 10 janvier). Quel est le peuple qui accepte qu'on déverse de pareilles injures sur son armée de milice? En partant des arguments des initiateurs et passant par la FMH et jusqu'aux militantes féministes, le débat tout entier est un tel barbouillage qu'il doit être strictement récusé dans son ensemble.

Un bluff génial

ab./thk. Lorsque la guerre de l'OTAN contre la Yougoslavie fut mise en scène, il fallut d'abord préparer, respectivement conditionner l'opinion publique au fait que prochainement des bombardiers de guerre décolleraient du sol européen et y lâcheraient leurs sombres charges. On peut lire dans les écrits de Becker-Beham¹ comment durant les années et mois auparavant, sept millions de dollars ont été payés à des bureaux de RP renommés pour nous enseigner à nous tous qu'il s'agissait d'une «intervention humanitaire». Peu après, le plus important de ces bureaux a proclamé triomphalement qu'il avait dès le début trouvé la bonne astuce pour faire passer cette grandiose manipulation auprès de l'opinion publique:

Depuis l'Antiquité, tout peuple vaincu doit remettre ses armes au vainqueur en signe de soumission. Il en est encore ainsi aujourd'hui.

La nuit dernière, mon père, qui aurait 111 ans cette année, m'est apparu en rêve et m'a dit: «J'ai accompli 1000 jours de service militaire, j'ai défendu la Suisse à la frontière et je t'ai permis ainsi de grandir dans la liberté, d'avoir une profession, d'apprendre la responsabilité individuelle et de la mettre en pratique. Et maintenant vous vous demandez si mon sacrifice a été utile, si la liberté est bien une valeur à défendre. Vous voulez remettre mon arme et déclarer périmé ce que j'ai accompli. Allez-vous remettre en question tout ce que nous avons réalisé?»

C.L., Wettswil

«Faire entrer dans le jeu les organisations juives du côté des Bosniaques fut un bluff génial. Nous pûmes d'un coup mettre sur un même plan les Serbes et les Nazis au sein de l'opinion publique. [...] Immédiatement, un remarqua-

ble changement de paradigmes fit son entrée dans le langage des médias, accompagné par l'utilisation de termes qui contenaient une forte charge émotionnelle tels que épuration ethnique, camps de concentration etc., et tout cela

évoquait une comparaison avec l'Allemagne nazie, les fours crématoires et Auschwitz. La charge émotionnelle était tellement forte que personne n'osa la contredire, pour ne pas être accusé de révisionnisme. Nous avions atteint le centre de la cible.» (Citation d'après: Jörg Becker/Mira Beham: Operation Balkan: Werbung für Krieg und Tod. 2006, S. 41).

Depuis la votation concernant la nouvelle Constitution fédérale en 1999 – qui n'était avant le vote qu'une mise à jour et dès le lendemain matin devint une nouvelle constitution fédérale – les Suisses se sont presque habitués à ce que la discussion sur le fond avant le vote était manipulée jusqu'à la nausée. Mais l'accoutumance à quelque chose comme ça est un processus civique dangereux; qu'on laisse la vague des manipulations nous passer dessus sans répliquer pourrait se venger amèrement. Les équipes de RP et de *spin-doctors* se vanteront plus tard d'avoir réussi si facilement: en partant d'une *statistique internationale*, il a suffi de retourner les structures nationales suisses et l'image que la Suisse se fait d'elle-même, et de la préparer aux *buts internationaux*.

Il n'étonne personne que le PS et les Verts n'ont pas d'arguments à présenter ouvertement en faveur de leur initiative. Ils seraient obligés de demander conseil au chef de file [*Führungsoffizier*] de leurs collègues allemands, et celui-ci y réfléchirait à deux fois. Le Conseil européen ayant décidé de chicaner la Suisse jusqu'au sang, la référence à des «nécessités» allemande ou bruxelloise serait contre-productive dans la campagne de votation. C'est probablement pour cela qu'ils ont demandé de l'aide à la FMH comme grand frère éventuellement intelligent.

Il faut être honnête si on veut être un leader d'opinion

«La garantie des droits politiques protège la libre formation de l'opinion des citoyens et des citoyennes et l'expression *fidèle et sûre* de leur volonté», dit la Constitution fédérale (art. 34). En vue du 13 février nous n'avons pas à mener un débat psychiatrique sur le suicide et sa prévention, et nous ne votons pas non plus à ce sujet. En revanche, nous votons au sujet d'une affaire militaire: à savoir si comme jusqu'ici, le fusil d'assaut peut et doit être confié à nos soldats pour conservation à domicile, après qu'ils ont soigneusement appris le maniement correct à l'école de recrues. Par ailleurs, ils y ont aussi appris à travailler, à penser et à agir, au sein d'une structure responsable et élaborée, pour le bien commun. Il faudrait encore mener un débat séparé pour savoir quelle sombre attaque de RP représente l'argumentation des initiateurs et les capacités des sous-officiers et officiers.

Celui qui porte encore une once de sens de l'honneur en lui-même, ne se laissera pas pousser dans le brouillard d'un débat déviant. Un débat d'ailleurs auquel restera collée une «image», une aura de psychologie sociale: l'image que le soldat suisse se trimballe sans connaissances techniques avec une «arme létale» et représente un danger pour la communauté et la paix domestique.

Que nous les femmes, nous élevions nos garçons de manière qu'on ne puisse plus faire confiance à tous est une chose; nous devrions alors balayer devant notre propre porte et nous n'importunerions pas la Suisse avec un

«Seuls ceux qui ont peur du citoyen lui défendent d'avoir son arme d'ordonnance chez lui»

par Rolf W. Rüegg

L'initiative «Pour la protection face à la violence des armes» promet, dans son intitulé déjà, ce qu'elle ne pourra jamais tenir. Plus que cela: les initiateurs cachent leurs véritables buts derrière des visions apparemment sublimes. Or, la violence, qu'elle vise les autres ou soi-même, est toujours exercé par les hommes eux-mêmes, jamais par les instruments seuls, même s'il s'agit d'armes. Les initiateurs préconisent l'existence d'une relation de cause à effet entre la disponibilité des armes à feu et les suicides ceci pour aboutir – par le biais de leur argument-massue que «si cette mesure sauve une seule vie elle se légitimera» – à la conclusion que nous n'avons qu'à défendre les armes à feu pour vivre dans un monde libre de tout suicide ou de toute action violente. Dans cette perspective, ils citent maintes enquêtes susceptibles de fonder leur point de vue. Une lecture attentive de celles-ci démontre, par contre, exactement le contraire: il n'y a pas de corrélation entre la possession d'armes à feu et le taux des suicides (*Martin Kilias*).

Si l'on compare les chiffres cantonaux disponibles quant à la relation prétendue entre la possession d'armes à feu et le taux de suicides, il saute aux yeux que les cantons à haute densité d'armes montrent, dans leur majorité, un taux réduit de suicides (*Ajadacic/Kilias*)

Le droit en matière d'armes est déjà suffisamment rigide

Les défenseurs de l'initiative prétendent que l'initiative résoudra le problème de la violence domestique. Voilà des inepties grossières puisque la violence domestique dépend de l'état du couple et non pas de la disponibilité des armes à feu.

Même le Conseil fédéral affirme que, par cette initiative, la sécurité n'augmentera pas, le potentiel menaçant ne diminuera pas et les suicides ne seront pas empêchés. Pourquoi donc les initiateurs affirment-ils délibérément le contraire? Parce que, en réalité, leurs véritables buts sont tout autres: ils œuvrent en vue du désarmement du citoyen et de l'abolition de l'armée.

Seuls ceux qui ont peur du citoyen veulent lui défendre la possession d'une arme à feu, seuls ceux qui se méfient de leur propre armée veulent défendre au soldat d'avoir son arme chez lui – et ceci précisément à l'adresse des Suisses qui portent la responsabilité de la protection et de la sécurité du pays et de ses habitants. Voilà, pour moi, un affront sans précédent! La Suisse connaît, aujourd'hui déjà, une législation très rigide quant aux armes.

C'est sur cette base légale que, le cas échéant, le solliciteur de la possession et, dans des cas exceptionnels, du port d'une arme à feu, doit se soumettre à un examen où les préalables, selon des critères très détaillés, sont soigneusement analysés. Les mêmes critères s'appliquent lors du dépôt des armes d'ordonnance aux soldats, combinés avec un examen psychologique au cours du recrutement. Appliquer les lois existantes – voilà la meilleure protection contre l'abus des armes à feu.

Celui qui s'engage contre les abus part du principe que tout ce qui n'est pas explicitement défendu est permis. C'est un principe conforme à notre conception libérale de l'Etat. Les initiateurs sont en train de renverser ce principe en défendant tout au citoyen – et ceci pas seulement en matière de droit des armes – à l'exception de ce qu'ils permettront

peut-être, généreusement, et sous des conditions qu'on appellera plutôt des chicanes. Il est d'ailleurs évident que la plupart des abus se commettent par l'emploi illégal d'une arme.

Celui qui veut se procurer une arme de manière illégale en trouvera une de toutes façons. Or, l'initiative des armes est dirigée notamment contre le citoyen respectant la loi en le privant, sans nécessité, d'une partie de sa liberté personnelle. Tandis que les criminels ne se laisseront guère intimider par les prohibitions d'armes, voilà ce que la réalité nous apprend. Au cas où l'initiative passerait, le criminel se trouverait dans une situation plus confortable encore puisqu'à ce moment-là, il pourrait agir en toute tranquillité, sachant que lui seul possède une arme tandis que ses victimes auraient été désarmées par l'Etat.

La tradition du tir en danger

En plus, l'initiative vise directement le cœur de la tradition du tir suisse. Cinq sur six tireurs sportifs, qui se trouvent au nombre de plusieurs centaines de milliers, exercent leur sport avec une arme d'ordonnance. L'initiative menace donc le tir sportif et avec ça l'ancienne tradition suisse dont nous sommes fiers. Il s'agit de l'existence même de la quatrième association sportive suisse, avec plus de trois mille sections, qui est en jeu.

Voilà donc le but visé par les initiateurs. Car les tireurs sportifs suisses constituent une grande partie de nos citoyens qui assument leurs responsabilités envers l'Etat, et ainsi le garantissent. Ce sont aussi de ceux qui, dans d'autres domaines, sauvegardent leurs libertés citoyennes.

Source: *St. Galler Tagblatt* du 13/1/11
(Traduction *Horizons et débats*)

«Depuis l'antiquité chaque ...»

suite de la page 1

pareil débat et avec les conséquences de notre échec. Mais qu'un groupe de danse pareillement multicolore représente l'armée entière et son instruction comme des crétins et comme un danger pour qui que ce soit, c'est plus qu'une faute de goût. Le criminologue *Kilian* démontre qu'il n'y a pas de relation entre la possession d'une arme et le nombre de suicides (cf. l'article de *Rolf W. Rüegg*). Pourquoi autorisons-nous donc n'importe quelles femmes féministes à peindre une image tellement fautive et injurieuse de nos hommes dans un débat public sur notre armée de milice? Les hommes psychologiquement instables sont tout de même déjà éliminés lors du recrutement; les autres seront identifiés plus précisément par les responsables à l'école de recrues. Est-ce que les féministes enragées sont devenues de pareilles Xanthippe que leurs propres maris veulent se suicider tous les jours?

Mais pour que les femmes ne doivent pas être seules à argumenter, nous avons une FMH. La FMH, «Foederatio Medicorum Helveticorum» est une association selon l'article 60 ss. du Code civil suisse. Elle représente en tant qu'association professionnelle les médecins diplômés de Suisse. Leur but est d'assurer la fourniture de soins médicaux à un coût équitable; d'assurer la qualité de la formation professionnelle; de promouvoir la qualité et l'économicité des prestations médicales; de renforcer la solidarité et les relations entre ses membres; de soigner les rapports de confiance entre les médecins, la population, les autorités et les institutions; de sauvegarder les intérêts

professionnels et économiques des membres et de s'engager pour la liberté et l'indépendance de la profession médicale; de promouvoir les sciences médicales et les relations avec les organisations médicales à l'intérieur et à l'extérieur du pays. La FMH n'est donc pas compétente pour des questions militaires et de défense nationale. Elle n'a aucun droit de traiter nos soldats comme des cas pathologiques. Elle n'a absolument pas le droit de manipuler le débat public avant une votation populaire. Personne n'exige de cette association qu'elle ait à sa tête des puits de science en droit constitutionnel, histoire suisse ou défense nationale. Par chance, elle ne le prétend pas elle-même que c'est le cas. Les médecins sont connus pour dire lors de chaque discussion sur un problème d'histoire contemporaine que «pour ce genre de question», ils n'ont pas le temps. C'est malheureusement vrai et c'est pourquoi on le leur pardonne – tant qu'ils s'occupent de leurs propres problèmes professionnels. Mais que la FMH ne sache ou ne veuille plus lire et correctement interpréter des statistiques, ça va trop loin. Si elle veut fabriquer un montage de pensée dominante pour affaiblir la volonté de défense des Suisses et coiffer les soldats de modèles de pensées freudiens, c'est la fin des haricots.

Jusqu'au début des années huitantes les psychologues/psychiatres/médecins généralistes et la police avaient le devoir d'interner dans une clinique psychiatrique un candidat au suicide pour le protéger de lui-même, afin qu'il y reçoive une aide compétente et qu'il puisse mettre de l'ordre dans sa situation dans des conditions protégées. Chaque personne qui a à faire à ce genre de cas sait combien c'est difficile. Comme une partie non négligeable

de ceux-ci s'est ensuite quand-même donné la mort dans la clinique, cette disposition fut modifiée. A partir de ce moment, la directive presque lapidaire fut que celui qui voulait absolument mettre fin à ses jours, ne pouvait pas non plus en être empêché par un internement en clinique. Les organisations d'aide au suicide «Exit» et «Dignitas» n'étaient pas encore en jeu, ça n'est venu que plus tard. La FMH le sait très bien: elle pourrait insister pour qu'on réintroduise l'ancienne réglementation. Cependant, de nos jours cela n'empêcherait pas non plus à ce qu'un nombre croissant de candidats au suicide se jette sous le train.

La FMH sait aussi que la prévention du suicide commence en famille et à l'école. Ce serait une belle tâche pour la FMH et les femmes PDC de se soucier d'éduquer notre jeunesse pour en faire des personnalités fortes qui sauront aussi mieux maîtriser les défaites et les situations conflictuelles de la vie. La Suisse en prendrait connaissance avec respect. Mais tout cela n'a rien à voir avec la votation du 13 février.

D'ailleurs: Si après le 13 février les fusils d'assaut devaient éventuellement être enfermés à l'arsenal et qu'on en ait quand-même besoin – est-ce qu'il faudra alors aller chercher la clé de l'arsenal à l'Internationale Socialiste ou sera-t-elle conservée à Fort Knox ou à Tel Aviv? Et les femmes PDC savent-elles que depuis 2001 les Américains abusent du cliché «protéger les femmes et les enfants» pour justifier la guerre en Afghanistan? A ce titre on y déverse d'une altitude de 4000 mètres, depuis bientôt dix ans, des bombes *high-tech* sur des célébrations de mariage et des villages entiers qui sont rasés, y compris les femmes et les

enfants, les grands-parents, les chèvres, moutons et poules – tout cela pour la «libération de la femme». Un peu plus de réflexion sur ce qui se passe dans le monde actuel serait la bienvenue aussi au sein des femmes PDC. Et si le PEV [Parti évangélique populaire] est sérieux dans l'engagement chrétien de son communiqué de presse, qu'on nous permette encore une question. Si les Israéliens lancent prochainement une attaque nucléaire contre l'Iran, pour laquelle ils s'exercent depuis des mois, et que les conséquences soient aussi dévastatrices que prévues par tous les experts: chaque vie humaine vous sera-t-elle alors toujours sacrée? Ou vous en laverez-vous les mains en toute innocence?

Bien des gens disent que tout va trop bien pour nous Suisses et que c'est pour cela que nous pouvons nous payer de pareils débats et propositions débiles. Mais ne devrions-nous pas simplement exiger plus de sens de l'honneur et avant tout d'honnêteté lors de nos discussions sur des votations? Celui qui manipule doit voir le moins rentrer dans le rang et ne doit plus se voir offrir une plateforme particulière. Et le PS et les Verts doivent rendre public pour quel chef occulte ils lancent cette offensive: entre Wall Street, Londres, Paris et Tel Aviv, il y a bien des chantiers en cours, et derrière eux des maîtres d'œuvre assoiffés de pouvoir qui veulent avoir la Suisse travailleuse et ordonnée.

En tout état de cause, toute nouvelle injure faite à notre armée de milice doit être récusee sur un large front. •

¹ Jörg Becker/Mira Beham: *Operation Balkan: Werbung für Krieg und Tod*. 2006, ISBN 3-8329-1900-7

L'arme d'ordonnance à la maison, marque de civilisation

par Olivier Delacrétaz

L'initiative «Pour la protection face à la violence des armes», sur laquelle nous voterons le 13 février, est une nouvelle bataille dans la guerre d'usure menée depuis vingt ans contre l'armée suisse. La présence du «Groupement pour une Suisse sans armée» (GSsA) à la tête des organisations de soutien à l'initiative ne laisse aucun doute à ce sujet. Néanmoins, on nous la présente, dans un brouillard de statistiques tronquées et constamment changeantes, comme si son but principal était d'empêcher le suicide par arme à feu. Le débat est ainsi détourné de son véritable objet au profit d'un leurre sentimental, probablement pour s'attacher l'électorat féminin.

Pour ce qui est du suicide, on peut répondre que les moyens ne créent pas la fin. Ce n'est pas la détention d'un fusil à la maison qui donne au désespéré l'envie de se tuer. Et s'il veut le faire, ce n'est pas l'absence d'un fusil d'assaut qui l'en empêchera.

A cette objection majeure, *M. Jacques de Haller*, président de la Fédération des médecins helvétiques et, surtout, candidat socialiste au Conseil national, oppose le fait que l'arme est à portée de main et prête à l'emploi: cette immédiateté empêche le malheureux qui aurait juste un coup de blues de prendre un temps de réflexion peut-être salutaire. L'argument est dépourvu de pertinence puisque le soldat ne garde plus ses munitions à la maison. Tout le monde le sait, sauf *M. de Haller* et, bien entendu, *Mme Ariane Dayer*, qui a repris l'argument sur le ton de l'évidence dans son éditorial du *Matin Dimanche* du 9 janvier.

Encore une fois, ce qui est en question, ce n'est pas le suicide, c'est le statut du milicien suisse, c'est la légitimité de la défense armée face à la violence.

Pour l'idéaliste, la violence et le mal, c'est la même chose. Il voit la violence comme une tache sur une nature humaine foncièrement pacifique. Un peu de bonne volonté et quelques bonnes lois permettront de la nettoyer. Selon lui, la violence est appelée à disparaître au fur et à mesure que les moyens de la violence disparaîtront. Ce sont les armées qui font les guerres, supprimons-les et l'humanité vivra en paix! Que des Hutus dépourvus d'armée et munis de simples machettes aient massacré des centaines de milliers de Tutsis, cela ne l'impressionne pas: «Supprimons les machettes», répond-il. Car l'idéaliste n'apprend jamais rien. Toute la réalité du monde

a moins d'existence que la moindre de ses idées.

L'erreur de fond des partisans de l'initiative est d'identifier absolument la violence et le mal. La violence n'est pas un mal en tant que telle, mais seulement en tant qu'elle est une force débridée. La violence, c'est la force, mais séparée des autres vertus, la justice, la prudence et la tempérance.

La force est un bien. La force est au fond de toute pensée, de toute action, de toute création. Il ne faut pas tenter de supprimer la violence, on supprimerait la force du même coup. Il faut la rectifier, la maîtriser par l'éducation, par les usages et par le droit.

S'il y a une chose que l'armée nous a appris à maîtriser, c'est bien le fusil d'assaut. Il ne s'agit pas seulement du tir proprement dit, mais de tout ce qui se passe avant et après: l'arme est toujours sur soi, sous bonne garde ou sous clef; elle est toujours considérée comme chargée; on ne vise jamais une personne, même si l'on sait que l'arme est déchargée; on ne met pas le doigt sur la détente tant que le dispositif de visée n'est pas sur le but; le fusil doit toujours être propre, le canon sans tache ni piqûre; on entre dans le stand de tir avec le magasin à la main; on dégraisse le canon pour éviter d'enfumer celui qui tire à côté de vous; après le tir, «retrait des cartouches face aux cibles!»; alignement pour le contrôle du retrait des cartouches par l'officier; enfin, «je vous rends attentifs à l'ordre fédéral sur la munition», formule un brin mystérieuse qui signifie qu'on doit rendre au magasin les cartouches qui restent et qu'on risque gros à en conserver sur soi. Un de nos lieutenants suisses-allemands ne connaissait du français que cette phrase, qu'il prononçait avec enthousiasme à chaque occasion. Le formel, répété des centaines de fois au cours de l'école de recrues, fait du maniement précautionneux du fusil un comportement naturel, un rituel qu'il est pratiquement impossible de transgresser. Cette éducation à l'arme est sans doute la protection la meilleure contre les abus et les dérives.

Une civilisation se mesure à sa capacité de maîtriser la violence et, plus encore peut-être, aux formes qu'elle donne à cette maîtrise. Le fait que le soldat suisse soit considéré comme apte à conserver chez lui son fusil d'assaut exprime la confiance que les autorités et la population ont en lui. Nous ne craignons pas d'y voir un symbole de civilisation et, dans sa suppression, une régression vers la barbarie.

Et c'est un symbole efficace. Il rehausse le soldat à ses propres yeux: celui-ci n'est pas simplement une portion de chair à canon, mais un citoyen-soldat, responsable en permanence de son armement. Cette détention paisible d'un moyen de mort, exorbitante aux yeux du reste du monde, confère quelque chose d'aristocratique au statut du soldat de milice.

On peut confier une arme au soldat suisse sans craindre qu'il ne devienne un voleur ou un assassin, sans craindre qu'il ne fomenté un pronunciamiento. Les exceptions existent, on nous le dit assez. Elles restent rarissimes et confirment la règle. On en réduira le nombre en précisant les critères du recrutement et en

renforçant encore l'éducation à l'arme durant les périodes de service.

Le symbole n'est pas moins efficace à l'extérieur: le fusil à la maison manifeste – et entretient – une relation étroite entre l'armée et la population. Cette symbiose est en soi une qualité, parfois décisive, pour l'armée d'un petit Etat.

C'est tout cela que nous perdrons définitivement si, trompés par l'argumentation vicieusement sentimentale du GSsA, le peuple et les cantons décident de supprimer l'arme à la maison. Il faut voter et faire voter non. •

Source: *La Nation* du 14/1/11; www.ligue-vaudoise.ch

Une initiative bureaucratique et inutile!

par Ignazio Cassis, conseiller national tessinois, médecin et vice-président de la FMH



Ignazio Cassis

L'initiative désire réduire le nombre de suicides et d'actes de violence armée à l'aide de trois instruments: un registre national, le dépôt obligatoire des armes d'ordonnances à l'arsenal et une demande d'autorisation pour tout achat d'armes à feu. Celle-ci doit justifier la possession d'une arme et prouver l'existence de l'aptitude nécessaire.

Entre 1996 et 2008, le nombre de suicides commis avec une arme à feu a diminué de 40%, c'est-à-dire de 397 à 239. Cela grâce à diverses nouvelles lois, notamment la réforme de l'Armée (2004) et la révision de la loi sur les armes (2007). La question se pose, si d'autres lois doivent être adoptées ou si la diminution des suicides va persister aussi sans révision constitutionnelle. Les instruments prévus par l'initiative sont-ils vraiment capables de réduire davantage les suicides et la violence armée? Apparemment cette question ne peut pas être élucidée actuellement, mais seulement dans 10 ans, après une éventuelle acceptation de l'initiative. Même le Conseil fédéral écrit dans son message (09.098, page 155): «On peut douter que le texte de l'initiative puisse contribuer à atteindre le but désiré.» S'agit-il alors d'un pari?

Le but est certainement noble, mais le résultat est néanmoins incertain. Et quel en

est le prix? Le résultat est incertain, mais en revanche, ce qui est certain, c'est l'accroissement de la bureaucratie avec les coûts et la restriction des libertés individuelles qui s'en suivent. Uniquement pour la Confédération il faut s'attendre à des coûts initiaux de 6,5 millions francs (1,5 million pour l'établissement du registre national et de 4,9 millions pour la récolte des armes d'ordonnances), suivi de dépenses répétitives de 3 millions (2,8 pour la remise des armes dans les arsenaux et 220 000 francs pour l'entretien du registre). Cela sans calculer les frais supplémentaires occasionnés par les fonctionnaires s'occupant de ces nouvelles tâches. La plus grande incertitude en ce qui concerne les coûts se trouve au niveau du canton. Comment allons-nous maîtriser des milliers de demandes pour l'autorisation d'acheter une arme? Si celles-ci doivent être traitées soigneusement, le nombre de fonctionnaires devra forcément augmenter. Cette augmentation de bureaucratie et de coûts est certaine. Il en découle une augmentation des impôts pour les citoyens. Nous allons payer plus, sans avoir la certitude que cela servira à quelque chose.

En outre, il y a un aspect de société important. L'initiative part du principe que le citoyen est dangereux et qu'il n'est pas apte à prendre ses responsabilités, c'est pourquoi l'Etat doit limiter sa liberté. Comment cette attitude peut-elle correspondre avec le principe typiquement suisse du citoyen-soldat? Ou, plus simplement, une telle condition est-elle compatible avec l'existence d'une armée

Suite page 3

«Je n'en vois pas la nécessité à l'intérieur du pays»

Spécialiste des questions de sécurité, Karin Keller-Sutter s'exprime au sujet du recours au DRA10, troupe d'élite de l'armée

Interview de Karin Keller-Sutter, présidente de la Conférence des directeurs cantonaux de la police, par Joël Widmer et Matthias Halbeis



Karin Keller-Sutter
(photo thk)

Ueli Maurer, ministre de la Défense, a-t-il informé les cantons qu'à l'avenir il avait l'intention de faire appel au DRA10 à l'intérieur du pays?

Il n'y a eu aucune consultation officielle. Je l'ai appris par les médias.

Y a-t-il des possibilités d'intervention à l'intérieur du pays?

Je n'en vois pas. Le DRA10 est une unité de sécurité du Conseil fédéral, créée pour être utilisée en politique étrangère. Ces soldats hautement spécialisés sont formés en vue du sauvetage d'otages, des rapatriements ou d'autres opérations difficiles à l'étranger. En temps de paix, ce sont les cantons qui sont responsables de la sécurité intérieure et non pas l'Armée. Sa mission est une mission d'appui. En outre, nous avons assez d'unités d'intervention dans les cantons.

A votre avis, pour quelle raison Ueli Maurer souhaite-t-il recourir au DRA10 à l'intérieur?

Peut-être est-ce là une manœuvre tactique. C'est permis. Les gens savent qu'il n'est pas partisan des missions à l'étranger. S'il veut faire appel aux troupes à l'intérieur du pays, mais qu'on n'en a pas besoin, cela revient à supprimer de facto cette unité. Il ne faut pas maintenir cette troupe pour apporter un soutien aux cantons. En fin de compte, c'est le Conseil fédéral qui doit décider s'il veut maintenir le DRA10 comme instrument de sécurité en politique étrangère, ce qui serait judicieux.

Quelles unités de l'armée vous paraissent nécessaires à l'intérieur?

L'armée intervient lorsque les ressources civiles ne suffisent plus. Mais elle n'a pas de réelles fonctions de police; elle apporte une aide en matière de logistique, de transports ou de contrôle du trafic.

L'idée est de soulager la police afin qu'elle puisse exercer sa mission fondamentale. En outre, il est également utile que l'armée défende les infrastructures critiques dans des situations exceptionnelles, mais cela ne nécessite pas des unités d'intervention.

Pensez-vous que d'autres unités soient nécessaires pour soutenir les pouvoirs civils dans des situations extraordinaires?

Nous avons besoin de l'aide subsidiaire car l'Armée est la seule réserve de sécurité de la Suisse. Mais pour nous, tous les effectifs de l'Armée sont importants. Le Conseil fédéral veut limiter les effectifs à 80 000 hommes. Nous avons calculé que nous aurions des problèmes d'endurance avec cette réduction dans des circonstances extraordinaires. Au début, on envisageait un effectif de 95 000 hommes.

Une armée de 80 000 hommes aura des problèmes d'endurance!

me. La soi-disant «Armée XXI», approuvée par référendum, se compose de 200 000 soldats, dont 120 000 actifs et 80 000 réservistes. Maintenant on voudrait diminuer l'armée à 80 000 soldats. Pourquoi cela n'est-il pas réaliste?

- Pendant la guerre froide, quand la situation était délicate, l'armée suisse comptait en tout 700 000 soldats. On comprend facilement qu'on n'arrive pas à grand-chose avec 11% de cet effectif, soit 80 000 soldats.
- Une petite partie de l'armée seulement sont des unités combattantes. A peine un quart fait partie de l'armée de l'air et du personnel au sol, un quart s'occupe de la logistique et du ravitaillement en vivres et munitions, médicaments, etc., un quart se compose d'unités de sauvetage en cas de catastrophes, et ainsi il resterait environ 22 000 soldats comme unité combattante. C'est maigre.
- La Constitution fédérale exige que l'armée défende le pays et sa population (art. 58 CF). Nous avons droit à la protection

et aussi à ce qu'on ne nous fasse pas croire être en sécurité avec une armée réduite à une taille ridicule. La population n'a pas de bunker comme le Conseil fédéral pour se cacher; elle a besoin d'une protection commune pour sa vie et sa base vitale.

- Même si, en cas de période de tension élevée, il fallait surveiller «seulement» l'infrastructure critique, comme par exemple les barrages, les gares centrales, les aéroports, le Palais fédéral, les centrales nucléaires, les centrales téléphoniques importantes, les postes d'aiguillage centraux des CFF, la NLFA et le tunnel du Gothard, la Banque nationale, les studios de la télé et de la radio, les grandes boulangeries, les grandes meuneries, les grands réservoirs, le port du Rhin à Bâle etc., il faudrait beaucoup de personnel.

Le point crucial est l'endurance. Il ne suffit pas qu'on puisse surveiller la gare de Berne à court terme. Il faut le faire de manière prolongée. On a besoin de 120 soldats au

moins. Calculez: Il faut relayer les gardes après huit heures, donc il faut 360 soldats pour 24 heures. En plus, il faut une réserve de 140 soldats afin qu'une partie, en alternance, puisse prendre congé deux jours par semaine. Après un mois, il faut échanger la troupe entière. Les 500 soldats doivent rentrer dans l'économie et l'on ne peut pas les reconvoquer avant six mois. Pour tenir le coup à la gare de Berne, il faut donc au moins six relèves avec 500 soldats, donc 3000 soldats.

On comprend facilement que, lorsqu'on pense à un seul objet par canton (26), aux 4 centrales nucléaires, 8 barrages, 4 grands aéroports, au port du Rhin, à la NLFA, au Gothard et à l'autre infrastructure vitale, il faudrait rapidement surveiller 70 objets en même temps. Cela demanderait un effectif d'armée de 210 000 soldats. Accepter une quantité inférieure de soldats serait se voiler la face et cela de façon malhonnête. C'est pourquoi les gens préconisant une armée de 80 000 soldats doivent choisir l'autruche comme animal héraldique.

A quelles situations faites-vous allusion?

Nous pensons à une catastrophe naturelle ou à une panne générale d'électricité. Dans ce cas, il faudrait protéger les infrastructures critiques. Après 96 heures, l'endurance de la police décline peu à peu. Alors, nous avons besoin de l'Armée. C'est la sécurité militaire qui intervient en premier; elle forme les troupes de la milice qui prennent sa place. Si la situation exceptionnelle persiste, il faut des effectifs appropriés.

Vous dites qu'il y a assez de forces spéciales dans les cantons: Est-ce qu'il y en aurait même trop?

Nous devrions mieux coordonner les forces spéciales entre les cantons. Il serait judicieux de le faire par le biais des concordats. En Suisse, il manque environ 1500 policiers. Dans ce contexte de sous-effectif, il appartient à un groupe de travail de notre Conférence d'identifier les synergies.

Il y aurait aussi des synergies avec les gardes-frontières (Cgfr).

La répartition des rôles avec le Cgfr est en chantier. Je suis très insatisfaite de la situation actuelle. Mais je ne dis pas que les gardes-frontières font mal leur travail. A la suite de Schengen, ils ont été déplacés dans la zone arrière. Il en résulte un double emploi avec la police. Ce n'est pas efficace. Il est donc urgent de préciser les choses au plan politique. •

Source: *SonntagsZeitung* du 9/1/11 (Traduction HD)

Une voix d'Allemagne

Qu'est-ce qui nous attend en 2011?

par Wilhelm Dietl

Le temps des voyants, des astrologues et des liseurs de marc de café est de retour. Aujourd'hui, ils se disent analystes et leur profession, partout dans le monde, est très lucrative. Comme mes prédictions de l'année dernière, plutôt mal rétribuées, se sont avérées si justes que je n'ai rien à retirer, je vais, en ce début de 2011 également, me risquer à quelques pronostics.

Que nous réserve 2011 et sur quoi pourrions-nous exercer une influence positive, sachant ce qui va sans doute se passer?

Tout d'abord, à propos des Allemands: C'est là un sujet qui agite constamment les esprits. Qui ne s'intéresse pas à l'état d'esprit des membres de la tribu? Chaque semaine, les sondages d'opinion, variété d'extralucides eux aussi, posent de nouvelles questions. Ainsi, le 2 décembre dernier, le magazine *Stern* a publié les résultats de la question posée à sa demande: «Redoutez-vous des attentats terroristes en Allemagne?»

Avons-nous peur? 42% des personnes interrogées – pas de tous les Allemands, car c'est comme pour les résultats des élections avec leur participation de 30% seulement – n'ont pas peur des terroristes, 44% en

ont un peu peur, 9% en ont très peur et 25% expriment une peur supérieure à la moyenne. Finalement 1% réfléchissent encore. A ce groupe appartiennent des gens qui posent des questions, p. ex. qu'est-ce que le terrorisme?

Voilà donc ce que pensent les Allemands. 86% d'entre eux ne se laissent pas contaminer par l'alarmisme d'un ministre de l'Intérieur jusqu'ici assez terne. Ils n'ont pas ou guère peur d'un attentat, ne craignent pas de fréquenter les marchés de Noël, prennent le train ou l'avion quand la neige et le verglas le permettent. Pour une majorité, 67%, le gouvernement fédéral agit dans ce domaine de manière adaptée. Pour 18%, il surréagit et seuls 10% estiment qu'il n'en fait pas assez.

Autre exemple: Les Allemands ont traditionnellement peur pour leur emploi et leur niveau de vie. Or en novembre, cette attitude s'est un peu modifiée: ils envisagent 2011 avec un optimisme qu'ils n'avaient plus manifesté depuis longtemps. Comme la croissance économique est de retour, que le chômage baisse et que les ministres parlent de nouveau de plein emploi, il n'y a plus qu'un Allemand sur trois qui craint de se retrouver subitement à la rue.

Wilhelm Dietl

Journaliste allemand né en 1955 et spécialiste, depuis plusieurs décennies, des Services secrets, du Proche-Orient et du terrorisme. Il est notamment l'auteur de 17 ouvrages.



En août, 44% redoutaient le chômage. En novembre, deux tiers des Allemands craignent que la dette publique échappe à tout contrôle. Mais ils sont 5% de moins qu'en août. On observe la même tendance en ce qui concerne les retraites. 57% doutent qu'elles soient garanties, c'est 3% de moins qu'en été. De quoi avons-nous encore peur? Des catastrophes naturelles, que les enfants ne bénéficient pas d'une formation satisfaisante et soient victimes de criminels, que les politiques soient dépassés.

C'est à peine croyable. Il existe une étude allemande des peurs publiée régulièrement par les *Assurances R+V* de Wiesbaden et qui nous donne des aperçus inquiétants relatifs aux sujets tabous des Allemands. Après l'avoir lue attentivement, on sait avec certitude que nous sommes un peuple peureux. C'est en Saxe-Anhalt que les craintifs sont les plus nombreux. 63% redoutent l'avenir. La dernière fois qu'ils ont éprouvé des craintes, c'est lorsque la «nouvelle économie» s'est effondrée, réduisant considérablement la richesse nationale.

Mais revenons à 2011. La plupart des Allemands, mais moins les Bavaois et les Berlinoises, continuent de redouter les épizooties comme la grippe aviaire ou l'ESB, de même que les risques nucléaires. Cependant, un article récent d'un site Internet du nom de *news.de* affirme que la «peur allemande»

«Une initiative bureaucratique et ...»

suite de la page 2

de milice? A l'évidence non, ce n'est pas un hasard que derrière l'initiative se trouvent en premier ligne ceux qui veulent abolir l'Armée: la gauche politique et le *Groupe pour une Suisse sans armée!*

Avec l'acceptation de ce texte constitutionnel le peuple suisse accepterait un véritable changement de paradigme, motivé par le désir de sauver des vies (si nous croyons à l'honnêteté des initiateurs). Mais il n'y a justement aucune garantie que ce but serait atteint!

Même si l'on arrivait à réduire le taux de suicides grâce à l'initiative, c'est-à-dire si elle était effective, quelle idéologie encouragerait-elle? Celle qui met la santé et la vie au-dessus de la liberté, une liberté qu'on peut donc

limiter. Pour les promoteurs de l'initiative, l'individu doit être protégé de la violence par la communauté, une violence qu'il pourrait exercer contre lui-même. Voulez-vous donc un Etat qui nous tient sous tutelle?

J'estime la valeur de la santé et de la vie très haut, mais pas comme valeur absolue. La liberté individuelle – et la responsabilité, qui forcément l'accompagne – sont à mon avis une prémisses indispensables pour une société libre et mûre, dans laquelle la santé et la vie sont importantes. Mais cela est une conséquence et non une condition préalable. A quoi bon être sain et vivant, quand on est esclave? Pour moi l'individu est, jusqu'à la preuve du contraire, mûr et responsable, et je m'oppose à toute tentative insidieuse de tutelle étatique.

Je ne vais pas développer ici le sujet du fédéralisme qui en théorie m'importe beau-

coup, mais qui est trop souvent oublié en pratique. Car nous ne laissons passer aucune occasion de centraliser le pouvoir à Berne et de dégrader les cantons à l'état de simples organismes exécutifs du gouvernement fédéral. Pourquoi faut-il un registre fédéral, si les cantons sont disposés à harmoniser les registres cantonaux? N'est-ce pas en réalité une intervention inutile?

En conséquence, je voterai Non à cette initiative, bien que je reconnaisse que le but de sauver des vies est noble. Malheureusement son succès est totalement incertain, face à la certitude de coûts plus élevés, ainsi que d'une bureaucratie et d'un paternalisme étatique accru. Le monde dans lequel je rêve pouvoir vivre et pour lequel je lutte, est un monde d'hommes et de femmes libres, mûrs et responsables. •

(Traduction *Horizons et débats*)

Suite page 4

«Qu'est-ce qui nous attend ...»

suite de la page 3

est une notion péjorative d'origine anglo-saxonne et qu'elle est infondée.

Cet article cite *Klaus Heilmann*, spécialiste du risque: «Il est rare que le citoyen ait de l'influence sur la situation économique. Et bien que le risque de mourir au cours d'un voyage en avion soit extrêmement faible – c'est le cas d'à peine un passager sur trois millions – 38% des Allemands souffrent d'aviophobie.»

Les Allemands succombent de plus en plus à l'erreur de croire qu'ils peuvent réduire les risques courants par leur comportement. Pour *Heilmann*, la partie la plus dangereuse d'un voyage en avion est le déplacement vers l'aéroport, mais les Allemands sont d'un autre avis: en effet, 85% d'entre eux ont une assez haute opinion de leur manière de conduire. Et pourtant, en moyenne, 11 personnes meurent chaque jour sur les routes allemandes.

Et il existe aussi l'étude longitudinale «Deutsche Zustände» (Situation allemande) publiée par *Wilhelm Heitmeyer*, de l'Institut de recherches interdisciplinaires sur les conflits et la violence (Université de Bielefeld). Ce scientifique renommé constate que le climat social du pays est de plus en plus dominé par l'indifférence. La majorité des Allemands rejettent les étrangers, surtout lorsqu'ils ne font pas partie des forces vives du pays. En outre, il apparaît que l'attitude des gens aisés surtout est devenue plus agressive à l'égard des gens qui prennent des vacances, des chômeurs de longue durée et des sans-abri. Pour *Heitmeyer*, cela s'explique par la crise financière et économique. De plus en plus de personnes aux revenus élevés s'estiment insuffisamment payés.

Mais revenons à la politique. Une tendance nette pour 2011 est l'augmentation du nombre des citoyens en colère («Wutbürger»). Son prototype a rompu avec ses élus traditionnels. Il ne vote plus pour eux, combat les décisions des politiques aux niveaux communal, régional et fédéral et refuse tout ce sur quoi on ne lui a pas demandé son avis. Il se sent ignoré, méprisé. La domination des experts et des bureaucrates est devenue pour lui inacceptable. C'est pourquoi il descend dans la rue en revendiquant pour lui avec force l'article 20-2 de la *Loi fondamentale* qui stipule que «tout pouvoir d'Etat émane du peuple». Il exprime sa colère de manière plus ou moins spectaculaire au Schlossgarten de Stuttgart, à Gorleben, près des nouvelles pistes d'aéroport, devant le Reichstag ou la Chancellerie à Berlin, aux abords des centrales nucléaires et des lieux de réunion des Conférences sur la sécurité.

Le *Spiegel* a parlé du phénomène en parlant, dans le style typique des politologues, de «divorce entre la classe politique et la population. [...] Les spécialistes hésitent encore à évoquer le diagnostic sévère selon lequel la stratégie de dépolitisation utile du peuple est sur le point d'échouer». En d'autres termes, de plus en plus de citoyens insatisfaits se rebellent, se voient confrontés à d'importants déploiement de policiers et rejoignent le camp de ceux qui ont ras-le-bol de la politique.

Cet affrontement entre des matraques et des canons à eau d'un côté et des «citoyens en colère» n'a-t-elle pas toujours existé, en tout cas depuis mai 1968? Aujourd'hui, les choses sont différentes, et elles le resteront sans doute en 2011. Jamais les membres de la majorité jusqu'ici silencieuse n'ont manifesté en si grand nombre et jamais encore on n'a pu en considérer si peu comme des criminels.

Bref, la «République des anti» («Dagegen-Republik», terme forgé par le *Spiegel*) s'oppose au creusement du lit de l'Elbe près de Cuxhaven, à la centrale à charbon *Datteln 4*, à la construction de la mosquée de Mönchengladbach, au pont de la vallée de la Moselle près d'Urzig, au pont sur le Fehmarnbelt entre l'Allemagne et le Danemark, à l'*Elbphilharmonie* de Hambourg, aux couloirs aériens du projet d'aéroport de Berlin-Brandebourg, au développement de l'autoroute urbaine 100, à la ligne ICE Hambourg-Brême et aux jeux Olympiques d'hiver de Garmisch-Partenkirchen.

Cela ne signifie pas nécessairement que les villes vont être en guerre. La désobéissance civile manifestée sur une large échelle

suffit à faire naître une autre république. Si ce n'est qu'une question d'idéologie, d'intégration des étrangers, il y a *Thilo Sarrazin*, mais la plupart des autres sujets n'ont pas encore trouvé leur idéologue en chef. Les extrémistes de droite sont – Dieu merci – trop bêtes pour cela et les gauchistes n'ont pas une influence assez forte. Et il existe de moins en moins de points communs avec *Westerwelle* et consorts.

L'époque reste passionnante et l'année 2011, avec ses nombreuses élections parlementaires régionales (également à Berlin) et les 17 millions d'électeurs appelés à se prononcer, nous réserve plein de surprises. *Hans-Ulrich Jörges*, maître à penser du magazine *Stern*, n'a-t-il pas écrit récemment «Les liens entre le peuple et la politique se déchirent. Un sentiment de malaise se répand: la démocratie a-t-elle échoué?»

Un sujet explosif de 2010 va encore plus agiter les esprits en 2011: la guerre en Afghanistan. Oui, vous avez bien lu: la guerre en Afghanistan. A la mi-décembre, la Chancelière, lors de sa visite surprise du camp de Kunduz, a tenu des propos inédits et naïfs après s'être plongée dans les livres d'histoire: «La situation présente ne fait pas seulement penser à une guerre, vous [les soldats de la Bundeswehr] menez des combats qui sont véritablement ceux d'une guerre. C'est pour nous une expérience toute nouvelle. Nous ne connaissions cela que d'après les récits de nos parents sur la Seconde Guerre mondiale.» Pourquoi cela fait-il tellement penser à une satire?

Que se passe-t-il en Afghanistan?

En 2009 et 2010, j'ai organisé avec d'autres personnes des séminaires sur l'Afghanistan et j'ai eu l'occasion d'entendre pendant des heures les arguments de l'Armée. Depuis, je sais ce que personne ne nous avait bien expliqué. Par guerre, on entend une situation où deux camps se déclarent la guerre et la mènent avec des combats. En 2011, il sera donc encore question de relever le gant. Cette attitude est le propre d'une pensée profondément bureaucratique et elle me rappelle la célèbre remarque de *Donald Rumsfeld* selon laquelle l'adversaire ne portait même pas d'uniforme.

Ceux qui pensent ainsi ne peuvent gagner aucun des conflits asymétriques de notre temps. Ils ont la nostalgie des champs de bataille où s'affrontaient les armées de manière ordonnée. Lorsqu'un adversaire frappe dans l'obscurité, c'est un terroriste; s'il envoie des kamikazes, il n'a pas droit au statut de prisonnier de guerre.

4700 Allemands se battent dans l'Hindukuch contre des hommes qui n'ont jamais vraiment représenté un danger pour nous et jamais notre chance de les vaincre n'a été aussi faible. Et le tout récent bilan politique appelé cyniquement «Fortschrittsbericht» (Rapport d'étape, littéralement: Rapport sur les progrès réalisés) n'est pas de nature à nous dissimuler la réalité. Le fait est que les Américains commenceront de retirer leurs troupes en juillet 2011. Au milieu de 2011, la FIAS va confier aux Afghans la responsabilité de la sécurité des premières provinces. Les contingents nationaux du Canada, de Pologne, de Grande-Bretagne et des Pays-Bas sont rentrés depuis longtemps ou sur le départ. Comme souvent, nous allons suivre la tendance majoritaire et quitter le pays en 2014. Les seuls soldats occidentaux qui resteront là-bas accompliront des missions de formation.

Et finalement, tout cela aura été une perte de temps et d'argent. Pour la seule guerre en Afghanistan, les Américains ont dépensé 377 milliards de dollars. S'ils restaient encore dix ans, ils devraient, selon des calculs du Pentagone, dépenser 889 milliards supplémentaires. Une somme inimaginable dont le pays a besoin dans tous les secteurs.

Etant donné la stratégie de retrait clairement définie, les islamistes peuvent attendre calmement 2014. Après, le pays leur appartiendra de nouveau. *Hamid Karzai* mène déjà d'intenses négociations sur la participation de ses ennemis mortels au gouvernement. Il n'a pas le choix car au bout de près de 10 ans de guerre, seuls 9 des 300 districts gouvernementaux peuvent être considérés comme pacifiés. En ce début de 2011, les insurgés, talibans ou autres, sont déjà maîtres de plus de 70% du pays.

Qui d'autre pourrait encore vouloir faire la guerre? L'Irak ne se stabilisera pas en 2011.

Au contraire. Le retrait des troupes américaines qui ont échoué crée de nouveaux fronts et de nouvelles luttes pour le pouvoir. La même chose vaut, au sens figuré, pour l'Iran. Je ne crois pas que les mullahs pourront ou voudront achever la construction de la bombe nucléaire. Ils continueront à jouer au chat et à la souris avec l'Occident et à le provoquer jusqu'à ce qu'on les attaque. La guerre secrète avec l'Iran a commencé depuis longtemps. Parmi ses signes visibles, on compte les spécialistes du nucléaire disparus ou assassinés, les officiers supérieurs et les techniciens passés à l'ennemi, les attentats sanglants.

Un bon tuyau: *Mohsen Fakhrizadeh*, professeur de physique nucléaire à Téhéran et personnage clé du projet d'armement devrait être la prochaine cible. Les Iraniens le savent et lui assurent une protection très étroite. Dans une année, nous saurons quel camp a gagné.

En revanche, la situation paraît très sérieuse en Asie du Sud-Est. Depuis 60 ans, les Coréens du Nord et ceux du Sud sont remplis de haine les uns pour les autres. Les puissances protectrices sont la Chine et les Etats-Unis. Maintenant, les incidents graves se multiplient de nouveau, des manœuvres destinées à provoquer le Nord ont lieu. Il y a là un baril de poudre de première qualité.

En janvier, on va essayer d'éteindre un ancien foyer de crise en créant un pays indépendant: le Sud-Soudan, 193^e Etat sur la liste encore ouverte des pays membres des Nations Unies. Les spécialistes de la région sont sceptiques.

Qu'est-ce qui nous attend encore en 2011?

L'économie devrait continuer à se redresser, mais rien ne sera simple. Après la Grèce, c'est l'Irlande qui s'est effondrée. Maintenant la Hongrie, l'Espagne et le Portugal sont au bord du gouffre. Les Européens de l'Est tremblent et tentent de prendre leurs distances à l'égard des anciens pays de l'UE en mauvaise posture. Ils voient leur prochaine grande chance dans l'ouverture des marchés du travail allemand et autrichien le 1^{er} mai 2011.

Le sujet dominant de l'UE en 2011 sera le sauvetage de l'euro. S'il réussit, ce sera uniquement grâce à une réduction des droits souverains des Etats membres et à grand frais. Une des préoccupations dominantes des Allemands est qu'ils devront payer pour les montagnes de dettes des autres. De toute façon, l'euro crée une Europe à deux vitesses faite d'un noyau assez stable et d'une périphérie faible.

Un commentaire de l'*«Handelsblatt»* est plus qu'inquiétant: «Ainsi, la fin de l'euro pourrait donner le coup de grâce au système bancaire qui est de toute façon chancelant, parce que cela provoquerait probablement une ruée sur les banques. [...] Les gens essaieraient de mettre leur argent en sûreté afin d'empêcher que leurs économies ne soient converties dans la nouvelle monnaie qui serait dépréciée sur les marchés des devises. En outre, la fin de l'euro pourrait entraîner une cascade de faillites d'Etats ...» Une horreur!

Dans quelle situation se trouvent ceux qui ont une autre monnaie? Les Etats-Unis se préparent, pour 2011, à un gel total des salaires. En raison du succès des Républicains lors des élections de novembre dernier, les deux forces politiques dominantes du pays se bloqueront mutuellement. En raison de la gigantesque dette souveraine, 14000 milliards de dollars, qui représente 95% du PNB, *Obama* n'a aucune marge de manœuvre. Ses chances d'être réélu en 2012 diminuent.

Les puissances asiatiques dominantes ne cessent de gagner du terrain. En 2011, la Chine prendra la place des Etats-Unis en tant que premier pays producteur de biens de consommation du monde et la compétition entre la Chine et l'Inde a déjà commencé.

Il y a douze ans est né le six milliardième habitant du monde, un garçon de Sarajevo. En 2011, on s'attend à ce que la population mondiale atteigne les 7 milliards. Il est probable que les sujets malaimés de l'explosion démographique et du changement climatique reviennent par conséquent sur le tapis.

Y a-t-il des nouvelles positives?

Le 9 mai, nous serons à nouveau recensés. Ce recensement, qui devrait coûter 710 millions d'euros, va s'effectuer si discrètement que beaucoup ne vont pas s'en rendre compte. Seuls 7,9 millions de citoyens pris au hasard

répondront aux questions. On pourra extrapoler les résultats à l'ensemble de la population. On devrait finir par établir le nombre total d'habitants de l'Allemagne. Les spécialistes craignent une réduction possible de 1,3 million de personnes, dont ½ million d'étrangers qui ne sont plus là (ou n'ont jamais été là). Si ce recensement révélait que la Hesse n'a plus 6 millions d'habitants, le Land perdrait un siège au Bundesrat. Cologne pourrait perdre son statut de ville de plus d'un million d'habitants, Hanovre descendre en dessous du demi-million d'habitants. Cela lui ferait perdre des subventions et, en dernière analyse, entraînerait une diminution du traitement du maire.

Mais voici du positif: *Gorbatchev* va avoir 80 ans en mars et *Obama* fêtera son cinquantième anniversaire. Il y a 100 ans, en juillet, les premiers amateurs d'opéra se rendaient en pèlerinage à Bayreuth. Le 17 mai, à Leipzig, commencera le festival Mahler à l'occasion du centenaire de la mort du compositeur autrichien. A partir du 26 juin commencera, en Allemagne, la Coupe du monde de football féminin, qui devrait durer 3 semaines.

Il y a exactement 25 ans, le monde pouvait se rendre compte de ce que représentait une catastrophe du nucléaire civil lors de l'explosion d'un réacteur à Tchernobyl. Un anniversaire qui devrait constituer un sérieux avertissement.

Qui occupera tout particulièrement le devant de la scène en 2011? Les journaux nous fournissent déjà quelques nouveaux noms: *Mario Götze*, par exemple, star montante du *Borussia Dortmund*. Le 29 avril, une certaine *Kate Middleton* épousera, sauf imprévu, son ami *William*, né *Windsor*, et portera dès lors le nom de *princesse Catherine*.

Le monde est beaucoup moins renseigné sur Xi Jinping. Le 18 octobre 2010, il a été nommé vice-président de la *Commission militaire centrale* du Parti communiste chinois. C'est habituellement une étape sur la voie directe menant à la tête de l'Etat. Cet homme de 57 ans sera en 2011 l'homme le plus puissant du pays qui sera bientôt le plus puissant du monde.

Le projet *Stuttgart 21* devrait transformer politiquement le Land de Bade-Wurtemberg. Le 27 mars, les bureaux de vote vont s'ouvrir à tous les citoyens. Les Verts passent pour porteurs d'espoir. Le président de leur groupe parlementaire *Winfried Kretschmann* pourrait devenir le prochain ministre-président du Land. Cela affaiblirait sensiblement la coalition fédérale «noire-jaune».

Qu'est-ce qui intéresse le simple citoyen? Ses vacances et ses revenus. Ces derniers dépendent de l'évolution économique et ici – on me connaît! – je ne vais pas me prononcer définitivement. Alors que les jours fériés 2010 ont passé pour défavorables aux salariés, p. ex. le week-end de Noël, la situation sera assez différente en 2011. Les spécialistes ont calculé qu'avec 14 jours fériés, on arrive à 6 semaines de vacances. Mais sur ce point, il existe ici aussi un clivage entre le Nord et le Sud. C'est la Bavière, le Bade-Wurtemberg et la Saxe qui ont le plus grand nombre de jours fériés.

Mais, tout bien réfléchi, cela ne nous concerne pas vraiment. •

(Traduction *Horizons et débats*)

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs/ 108.– €

ISSN 1662 - 4599

© 2011 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

«Se rencontrer ouvertement et honnêtement»

Ce qu'un homme, attaché au pays et aux gens peut mettre en œuvre

Interview de Caspar Walker, ancien conseiller d'Etat du canton d'Uri et ancien président de la commune de Gurntellen

A celui qui en Allemagne réfléchit à l'idée d'introduire plus de démocratie directe, il est chaleureusement recommandé de lire cet article soigneusement et d'y réfléchir. Les démarches décrites dans cette interview montrent clairement ce qu'il faut pour être préparé à cette nouvelle forme d'Etat.

Caspar Walker a été conseiller d'Etat pendant 16 ans dans le canton d'Uri et conseiller communal de Gurntellen pendant 15 ans, dont 4 ans comme président de la commune. Avant, pendant et après son mandat, il s'est toujours engagé pour les causes de la commune et



Caspar Walker
(photo thk)

ses habitants. Il a travaillé dans plusieurs commissions, il a été président et membre de comité de plusieurs associations, il s'est occupé du centre de distribution des eaux, des constructions de protection contre les avalanches et pas en dernier lieu du nouveau bâtiment scolaire de sa commune. Il a été le président de la commission de construction et président de la fondation pour la construction de l'école et il s'est occupé du financement. Son dernier succès en date a été le combat contre le projet de Parc naturel de Suisse centrale. «Nous vivons dans un parc naturel, nous n'avons pas besoin d'en créer un nouveau», dit-il. Toute la Suisse en elle-même est un parc naturel! Il se défend de mettre sa commune sur le marché. «Horizons et débats» a rencontré Caspar Walker dans son restaurant «Feld» à Gurntellen-Feld.

Horizons et débats: Monsieur Walker, la nouvelle école à Gurntellen est aujourd'hui vide. Pourquoi?

Caspar Walker: Gurntellen avait deux écoles dont une était en mauvais état. Nous nous sommes réunis et nous avons décidé de ne pas fusionner les écoles pour que les enfants puissent aller à l'école là où ils grandissent. Nous avons créé une fondation et celle-ci a récolté de l'argent pour remplacer le vieux bâtiment d'école par un nouveau. L'école a été construite et nous avons bientôt pu l'inaugurer. Finalement, la fondation a fait don de cette école à la commune.

Est-ce que la commune a dû payer quelque chose?

Non, cela a été une assemblée communale légendaire lorsque nous avons remis ce bâtiment à la commune. J'ai dit à l'époque au président de la commune que je lui donnais encore un franc par-dessus pour pouvoir activer le compte de la commune.

Et comment l'école a-t-elle été financée?

D'un côté par la Confédération et le canton, et de l'autre côté par le soutien financier de toute la Suisse. Par exemple des communes de toute la Suisse ainsi que des particuliers nous ont soutenus financièrement. Il y a eu aussi quelques sponsors. Tout cela passait autrefois par l'Aide suisse aux montagnards et nous est parvenu directement. Nous pouvions donc remettre la nouvelle école sans dettes et l'enseignement pouvait commencer. Là, la péréquation financière sur une base volontaire a très bien fonctionné.

Aujourd'hui une partie de ce beau bâtiment est vide. N'y a-t-il plus d'écoliers dans votre commune?

Bien sûr que si, mais au bout de 10 à 12 ans de nouvelles personnes ont pris la relève. Ils



Vue sur le village de Gurntellen. En dessous de l'église, l'ancienne école; à droite de l'église le grand hôtel-restaurant Feld. (www.feld.ch; photo Caspar Walker)

pensaient qu'une fusion était «moderne» et «coûtait moins cher». Bien que nous ayons dans notre district de Gurntellen Dorf 40 à 50 enfants, la fusion s'est faite et l'école a été abandonnée. Maintenant, matin et soir nous devons «exporter» nos enfants avec le bus dans les communes voisines.

Quelles communes ont fusionné?

Les communes scolaires de Göschenen, Gurntellen et Wassen ont fusionné. Parce que c'est «moderne» de nos jours, on saute sur le train en marche. On a raconté à la population que cela coûterait 200 000 francs de moins par an. En fait cela coûte 200 000 francs de plus. Cela fait une différence de 400 000 francs.

Qu'allez-vous faire avec le bâtiment de l'école?

Le Conseil communal a créé une commission et ensemble ils sont arrivés à la conclusion de sacrifier les salles d'école et d'en faire, des appartements. Mais nous, de la fondation, et deux à trois autres personnes intéressées avons dit tout de suite que cela ne pouvait pas se faire de laisser tomber une chose pareille, qu'on investisse un demi-million, et que la caisse communale subventionne par-dessus le marché les appartements de 28 000 francs par an; car d'après le conseil communal, on ne pourrait pas louer les appartements sans que cela ait une incidence sur les coûts, et le bâtiment resterait donc vide. Et l'on aurait été prêt à soustraire 28 000 francs de la caisse communale. Nous nous sommes donc mis ensemble avec des gens intéressés par une utilisation commerciale et nous avons fondé une association qui serait responsable du bâtiment scolaire vide. Je l'ai encore raconté à deux, trois collègues de l'Oberland zurichois et ils voulaient aussi y réfléchir. Peu avant la fin du délai, nous avons déposé une demande auprès de la commune et nous avons dit que nous reprenions le bâtiment pour une utilisation commerciale.

L'affaire a été soumise à l'assemblée communale. Le Conseil communal a proposé la reconstruction en appartements, et moi j'ai déposé la demande de location

pour l'utilisation commerciale. La majorité de la population a suivi ma proposition. On a quand même encore effectué des adaptations de construction, ce qui a encore coûté de l'argent.

Maintenant c'est prêt, mais les utilisateurs manquent encore. Pour cela il faut un certain temps. On ne peut pas les faire sortir de n'importe où. Nous aurions besoin de bonnes idées et éventuellement de sponsors pour faire connaître la maison afin qu'elle soit utilisée de façon sensée.

Quelles possibilités offre la région, et qu'est-ce qu'on peut y entreprendre?

Entre Noël et Nouvel An nous y avons logé un club de ski de Genève, tout le monde était enthousiaste: on pouvait faire du ski, de la varappe sur glace, du ski de fond et du freeriding, voilà certaines des activités qu'on peut faire dans la région.

Mais ce n'est qu'un exemple. A mon avis la maison se prête avant tout à toutes sortes d'associations. De l'association de champignonniers, aux associations de randonneurs, des écoles, des éclaireurs et associations de jeunesse, tout ce qui est en route et en groupe a la possibilité de s'installer, de se ravitailler, de passer des temps de loisirs et d'exercer des hobbies. Il y a ici beaucoup de variétés de champignons, de baies, une faune et une flore extraordinaires, de magnifiques chemins de randonnée qui font battre le cœur. On trouve en cet endroit beaucoup de choses qu'on ne trouve nulle part ailleurs.

Est-ce qu'on pourrait annuler la fusion?

En ce moment certainement pas. Le canton voudrait encore agrandir les communes scolaires et envoyer les élèves de Göschenen à Andermatt, et ceux de Wassen et Gurntellen à Silenen, mais jusque là il y aura encore beaucoup d'eau qui coulera dans la Reuss.

Suite page 6



(photo thk)

L'association Gurntellen «fun with sports» se présente

D'une ancienne école municipale dans le canton d'Uri, à Gurntellen, sur une terrasse exposée au soleil, à une altitude de presque 1000 mètres, est né un centre qui ne délaisse aucun souhait. Il s'agit d'un centre pour des camps de classes, d'apprentis et de formation continue en plein milieu des montagnes imposantes d'Uri.

Notre offre: des locaux de formation (avec connexion Internet, vidéoprojecteur, etc.), des dortoirs ensoleillés pour jusqu'à 50 hôtes, une propre cuisine installée de façon moderne, une salle séparée avec deux ou trois lits pour moniteurs et monitrices, une salle de séjour, des installations sanitaires modernes et, dans la nature, des possibilités pour toutes sortes de loisirs (randonnées, VTT, détente et relaxation, photographie, etc.).

Nos prestations de service sont presque comme celles d'un hôtel à cinq étoiles. Si nos hôtes ne veulent pas se restaurer avec les mets apprêtés dans notre cuisine, il y a dans l'hôtel-restaurant tout proche

– un véritable lieu de délices culinaires, d'ailleurs – diverses possibilités de ravitaillement.

Nos prix ne sont pas du tout ceux d'un hôtel à cinq étoiles... Nos prix sont certes modestes et pas aussi impressionnants que notre situation à une altitude de 1000 m. C'est avec grand plaisir que nous vous ferons une offre.

Quoi d'autre? – Notre centre de loisirs, de formation et de sport Gurntellen «fun with sports» est ouvert toute l'année et l'on peut nous rejoindre par les transports publics en peu de temps. En cas de besoin, on peut aussi garer la voiture à proximité immédiate.

Garantie: Nous nous réjouissons de faire votre connaissance. Nous réaliserons sans doute à la satisfaction de tous les participants vos souhaits spéciaux et mêmes insolites. Dans ce domaine nous sommes des experts. J'en donne la garantie: Markus Baumgartner, président de l'association Gurntellen «fun with sports» (+41 79 663 5480).



(photo thk)

«Se rencontrer ouvertement ...»

suite de la page 5

Est-ce qu'une partie de la population a quitté le village, ou quelles sont les raisons de la fusion de la commune scolaire?

Non, le nombre d'habitants stagne. Il y a un certain vieillissement, avant tout dans le bas du village, il faudrait améliorer le standard d'équipement des maisons partiellement très anciennes, sinon les jeunes ne s'installent pas dans la commune. Il ne faut pas de standard très élevé mais un équipement moderne. Il y a quelques maisons qui ont été rénovées et qui sont actuellement louées.

Quelles sont les offres d'emploi dans les environs de la commune?

Ces dix dernières années, nous avons eu des entreprises de construction et des scieries de pierre qui ont fait faillite. Et l'on a perdu dans ce domaine environ 35 emplois. Il faut toujours garder les yeux ouverts et observer ce qui se passe aux alentours. Et là, je me suis aperçu que ces derniers 10 à 20 ans on a utilisé beaucoup moins de béton et de nouveau davantage de pierres pour endiguer les ruisseaux et pour la construction des routes. C'est donc la matière la plus naturelle qui est à notre disposition et dont on se sert à nouveau d'avantage. La commune de Gurnellen, dans ses meilleures périodes, avait encore 1600 habitants et une grande partie de la population travaillait dans nos 7 carrières et gagnait assez pour vivre.

Combien d'habitants compte Gurnellen aujourd'hui?

Environ 700 habitants.

Quand l'émigration des habitants a-t-elle commencé?

A l'époque du béton, lorsqu'on a commencé à utiliser du béton pour la construction des routes et pour le train. Plus personne ne voulait de la pierre. La dernière carrière a été coupée par l'autoroute et on l'a abandonnée. Depuis, tout est stoppé. Cela a commencé dans les années 1950 pour s'arrêter dans les années 1980.

Avec l'abandon des carrières, les gens ont commencé à partir?

Oui, exactement, ils n'ont plus trouvé de travail et ils ont dû chercher d'autres emplois. Une partie a encore pu travailler pour les chemins de fer et pour la centrale électrique. Deux centrales se trouvent sur le terrain de la commune de Gurnellen et deux autres, plus petites s'y sont ajoutées ces dernières années. C'est naturellement très lucratif pour la commune. Oui, et c'est aussi l'agriculture de montagne qui est saine, il y a quatre alpages coopératifs on y monte toujours du bétail. Ainsi, le maintien et l'entretien de la montagne sont assurés, des chemins et des ponts pour les touristes et les randonneurs, et cela presque sans coût.

De l'autre côté du village, j'ai vu une carrière, est-elle neuve?

C'est la commune de Wassen qui a réalisé un projet pour l'exploitation de pierres. L'assemblée communale de Wassen a cependant refusé le changement d'affectation. Le lendemain, j'ai appelé l'ingénieur qui avait lancé le projet et je lui ai dit de venir à Gurnellen où il y avait assez de pierres. A Silenen, un grand entrepôt avait été pla-

nifié mais et la commune l'avait refusé. J'ai appelé le conseiller d'Etat et je lui ai dit: «Vous pouvez nous apporter le matériau si vous nous accordez la carrière. Nous remplissons ce que nous pourrions en tirer. J'ai eu son accord par oral, mais cela a duré encore deux ans jusqu'à ce que nous avons eu la permission. Maintenant on peut stocker là du matériau propre, appelé de la matière inerte, ce qui veut dire de la terre propre, de l'humus mais pas de déchets de construction. Et nous pouvons maintenant retirer du granit. Nous avons maintenant un tas de pierres à livrer. Nous les livrons volontiers dans toute la Suisse, pour des jardins, pour des aménagements de ruisseaux et pour la construction de routes.

Il faut donc un grand engagement et beaucoup de perspicacité pour atteindre quelque chose de ce genre.

Personnellement, ces emplois qui ont disparu lors des faillites me manquaient. Alors nous avons essayé de créer d'autres emplois. Cela était donc une possibilité. Nous aurions aimé atteindre davantage. Nous aurions pu créer 15 à 20 emplois. Nous avons voulu remonter une scierie de pierres, mais pour cela il faudrait pouvoir exploiter davantage de pierres, sinon cela ne vaut pas le coup. Nous avons tout de même créé 3 à 4 nouveaux emplois dans le village.

Un autre grand projet dont vous avez été responsable, a été l'élargissement du centre de distribution des eaux. Comment cela s'est-il passé?

Nous avons fondé une coopérative pour avoir le plus grand soutien possible. Il fallait poser 25 km de conduites pour 31 familles pour approvisionner 31 maisons en eau. C'est énorme. Le tout a coûté 4,5 millions de francs. Cela n'a marché qu'avec un grand soutien et beaucoup de bénévoles.

D'où venaient les bénévoles? Comment cela se passait-il?

De la commune, naturellement ou des cantons voisins. Mais il y en a eu aussi qui sont venus d'ailleurs. Nous avons construit un baraquement qui s'y est trouvé pendant 10 à 12 ans. Nous avons même des Hollandais, des Allemands et des Français qui nous ont aidés. Et aujourd'hui nous avons de temps en temps la visite de gens qui nous ont aidés quand ils étaient jeunes, et qui veulent savoir quelle est la situation actuelle. C'est impressionnant. Nous avons commencé dans les années 80 et aujourd'hui c'est terminé. La commune n'a pas eu à participer financièrement. Et la coopérative, à part les frais d'exploitation, l'entretien et les réparations, peut même mettre quelque chose de côté.

Comment fonctionne le centre de distribution des eaux? Est-ce que l'eau doit être traitée?

Non, non. Nous avons de l'eau de source qui est captée. Elle est d'une qualité excellente. On peut la boire directement de la source. Ce sont 5 sources qu'on a dû capter. On a trois réservoirs et douze cavernes pour baisser la pression. Mon idée était de turbiner cette eau. A l'époque c'était encore une idée absurde d'utiliser l'eau potable aussi comme source d'électricité. Ce qui aurait été magnifique, car les sources se trouvent à 1300 m d'altitude et la maison la plus basse à 700 m. Le grand travail aurait été de poser les conduites de plusieurs kilomètres.



«Nous avons maintenant un tas de pierres à livrer. Nous les livrons volontiers dans toute la Suisse, pour des jardins, pour les aménagements de ruisseaux et pour la construction de routes.»
(photo thk)

Vous avez mentionné des sponsors. Comment cela s'est-il passé?

Là, je vous raconte l'histoire suivante: Lorsque le projet, dans le tiroir depuis des années, a été dans un article de la *Schweizer Illustrierte*, un ancien citoyen de Gurnellen, *Hugo Honegger*, qui dans le temps possédait une usine de carbure, s'est présenté chez moi avec l'idée de participer au centre de distribution des eaux, parce qu'il avait habité le village. Lorsque j'ai demandé à quelle somme il avait pensé, il m'a répondu de 1,2 à 1,3 millions. J'étais perplexe et j'ai d'abord dû m'asseoir en le priant de répéter. Il dit alors que c'était des titres financiers parvenus à échéance sous peu et qu'il nous en ferait cadeau. Avec cela le financement était pratiquement assuré.

Quel fut le motif de ce cadeau si généreux?

C'est une autre affaire particulière: D'un côté il était citoyen de Gurnellen et de l'autre côté il avait dirigé ici une usine de carbure et de liège. Dans cette usine, il y a eu plusieurs fois des incendies et la production occasionnait toujours des émissions d'odeurs. Les gens de Gurnellen ne voulaient pas de cette usine ici. Il a donc déménagé son usine à Steinhausen dans le canton de Zoug et il y a eu beaucoup de succès. Quelques ouvriers d'ici ont déménagé avec lui. Et, bien que les habitants de Gurnellen lui aient rendu la vie difficile, il a pensé à nous, ce qui n'est pas évident.

Avec ça le financement était déjà pratiquement atteint. La commune donna quelque chose, le canton de même et, pour le reste ce fut la coopérative et – ce qu'il ne faut pas oublier – le travail des bénévoles.

Comment est-ce organisé aujourd'hui?

Nous sommes toujours une coopérative, le centre de distribution des eaux est dans nos mains.

Quand je regarde les montagnes autour de Gurnellen, je vois toutes ces protections contre les avalanches; je sais que vous étiez actif pendant 30 ans dans le secours en cas d'avalanches et que vous avez sauvé la vie à bien des personnes, et je me demande bien sûr si vous avez aussi eu à faire avec ces constructions de protection?

Oui, je suis le président de la commission de construction. Je n'y ai pas participé dès le début. Les protections contre les avalanches existent déjà depuis 50 ans. Dans les années 1990 les premiers deux, trois grands projets étaient terminés et il était clair que cela ne suffirait pas et qu'il en faudrait encore d'autres. Il y a toujours quelque chose à améliorer. Mais le crédit était épuisé et l'on voulait encore construire d'autres protections contre les avalanches. Pour un projet à hauteur de 8 millions de francs, il faut chez nous une votation cantonale. L'hiver des avalanches de 1999, aussi absurde que cela puisse paraître, nous a aidés. Il y a eu une avalanche qui a passé près du village, et qui a enseveli le centre de distribution des eaux de la commune et aussi la route. Comme par miracle, il n'y a pas eu de victimes. Quelques étables furent détruites, nous avons eu de la chance. On m'a élu par la suite président de la commission de construction et j'ai fait une demande publique en vue de recevoir du soutien pour d'autres protections contre les avalanches. Il fallait une votation cantonale. Nous avons pu présenter le projet dans les journaux. Chacun a aidé à rédiger un bon texte et la population

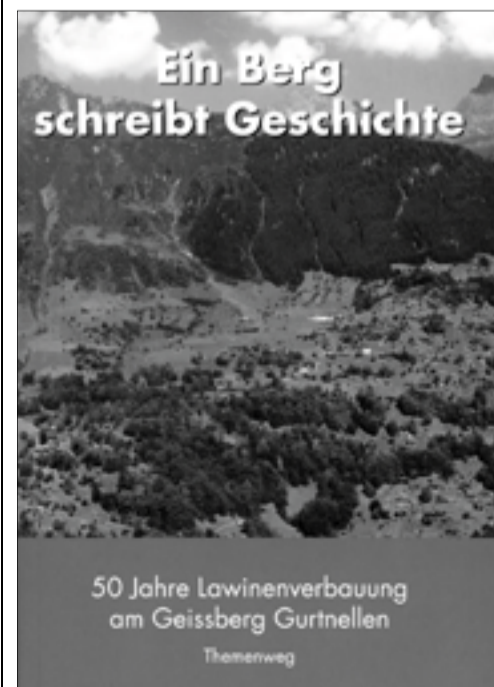
a été convaincue. Le résultat de la votation fut historique: 91% ont approuvé le crédit. C'est grâce aux articles de presse et à notre engagement que nous avons obtenu ce résultat. Ainsi nous avons pu compléter les protections contre les avalanches. Pour le jubilé des 50 ans, un petit livre a paru, intitulé: «Une montagne écrit l'histoire», et un chemin thématique a été aménagé, 50 ans de protection contre les avalanches.

Vous avez toujours pris les choses en main, et vous avez pu les mener à bien. Quelle est pour ainsi dire votre recette de succès?

Il faut s'engager, sinon tout se perd. C'est parfois dur, mais dans de telles situations j'ai dit: résister donne des forces. Il faut se mettre autour de la table et résoudre ensemble les problèmes qui se posent; nous considérons les choses ensemble. Et une autre chose encore est importante. On ne peut pas réaliser de tels projets tout seul, il faut toujours des gens qui aident, autrement cela ne va pas. Notre système démocratique exige de nous ce devoir et nous devons le remplir. Assumer les responsabilités et prendre les choses en main avec les autres citoyens. Nous devons communiquer davantage, c'est la clé du succès. Les temps ne deviennent pas meilleurs, nous devons nous rapprocher et parler ensemble. «En réunissant les coups, on abat les plus grands chênes». Si l'on s'approche ouvertement et honnêtement des gens, l'on trouve toujours des gens du même bord. Si quelque un me ment, la confiance est détruite, que peut-on encore faire avec une telle personne?

A part les contacts humains, il est important de nos jours de soigner également notre sol. Nous devons nous occuper de notre pays. Ici à la campagne, nous avons tout ce qu'il faut. Les citoyens attendent 5 jours par semaine pour pouvoir vivre dans la nature, nous nous l'avons chaque jours. C'est un grand capital que nous devons protéger. Nous vivons dans un parc naturel, nous n'avons pas besoin d'en créer d'autres.

Caspar Walker, nous vous remercions sincèrement de cet entretien.



On peut se procurer la brochure avec DVD auprès de Caspar Walker au prix de CHF 19.50 (plus frais d'envoi). Tél. +41 41 885 19 09, www.geissberg.ch



Œuvre du siècle. De nombreuses constructions de protection contre les avalanches protègent les hommes et les animaux. (photo thk)

L'école doit remplir sa mission d'instruction

Bases de l'apprentissage scolaire

par Marianne Wüthrich

La collégienne Aninda (nom modifié) vient chez moi apprendre l'allemand. Sa famille vient d'un pays lointain et apprendre la langue allemande n'est pas simple pour ses parents. C'est pourquoi Aninda a encore quelques lacunes en vocabulaire. Dès la première heure de cours, je suis tout à fait certaine qu'elle comblera ses lacunes et qu'elle maîtrisera les matières scolaires, car elle dispose – outre une bonne motivation, de bases sûres en grammaire et elle a appris comment on acquiert de nouveaux contenus. Pendant ses 6 années d'école primaire, elle a eu manifestement des enseignants favorables à l'égalité des chances. Malgré son handicap linguistique, elle a eu la chance d'acquiescer les bases indispensables à un apprentissage futur.

Aujourd'hui, ce n'est malheureusement plus évident. De plus en plus de classes sont victimes d'expérimentations avec du matériel pédagogique «moderne» censé permettre un apprentissage plus agréable et plus facile (cf. «Qu'arrive-t-il à notre école?», dans «Horizons et débats» n° 1 du 10/1/11). En réalité, nos enfants sont utilisés comme cobayes pour des programmes néolibéraux d'outre-Atlantique élaborés pour les pays germanophones par Bertelsmann & Co et sponsorisés par des grands groupes industriels – probablement pas uniquement par amour du prochain. Les enfants favorisés par leur milieu apprennent certes quelque chose et sont formés pour devenir la petite élite qui plus tard sera formée dans le système de Bologne pour répondre aux besoins des multinationales. Toutefois, la majorité des élèves reste sur le carreau. Quel crime contre notre jeunesse!

La presse quotidienne nous informe de plus en plus souvent sur des expérimentations dangereuses comme celle-ci: «17 élèves se regroupent avec leur enseignant principal C. N. pour parler français et s'exercer au calcul mental. Personne ne sort son manuel. Au lieu de cela, ces enfants de 11 ans ont mis des écouteurs et posé leur *i-Phone 3G* d'Apple sur leur table, appareil que l'école met à leur disposition pour une expérience s'étendant sur deux ans. Le projet est mené par la Haute Ecole pédagogique de Suisse centrale et à pour but de tester si les adolescents peuvent utiliser l'*i-Phone* avec profit en classe et pendant leurs loisirs. Sur le smartphone se trouvent les données audio du cours, un entraîneur de vocabulaire, le dictionnaire *Duden* et un programme de calcul mental. En outre les enfants utilisent l'appareil pour lire, écrire, dessiner, communiquer et surfer sur Internet. De plus, le projet comprend une nouvelle forme de sponsoring: *Swisscom* met les *i-Phones* gratuitement à disposition et prend en charge tous les coûts de communications.» Voilà ce que nous apprend la «Neue Zürcher Zeitung» du 8 novembre 2010. Les enfants – une classe de sixième qui devrait réussir l'été prochain son entrée dans l'enseignement secondaire! – sont laissés à eux-mêmes et à leurs appareils électroniques. Tous les enseignants qui prennent leur mission au sérieux et sont honnêtes savent pertinemment que la majorité de leurs élèves n'apprendront pas grand-chose de cette façon.

De quoi a-t-on besoin pour apprendre?

Apparemment, certains enseignants trouvent plus agréable que les élèves tapotent sur des appareils électroniques pendant le cours de langue, plutôt que d'apprendre leur grammaire et leur vocabulaire à partir d'un manuel. Cependant, le bon enseignant ne peut pas ignorer que toute la technologie, aussi «moderne» qu'elle soit, ne peut pas remplacer l'apprentissage nécessitant de la concentration et beaucoup de répétition. En tant qu'enseignante d'école professionnelle, je considère d'une autre manière l'exemple cité dans l'article de la NZZ et qui évoque le cas d'un élève «frustré» parce qu'il ne trouve pas dans le dictionnaire à la lettre «F» le mot «philosophie»: L'élève s'adresse à l'enseignant, celui-ci réfléchit avec lui et ses camarades pour savoir pourquoi il ne trouve pas le mot, etc ... L'élève doit s'adresser à l'enseignant qui va poser à toute la classe la question de savoir pourquoi l'élève en question ne

trouve pas le mot à la lettre F. La découverte, après discussion, du mot à la lettre P constitue une expérience d'apprentissage positive qui s'ancrera très probablement mieux dans les esprits qu'après un parcours à l'aide de la souris dans un logiciel qui corrige lui-même les fautes. Il n'est pas exclu, bien sûr, que l'on cherche et trouve la réponse à une question au moyen d'un logiciel ou sur Internet plutôt que dans un livre. Mais l'imprégnation, la répétition et la consolidation au sein de la classe est indispensable pour que ce qui a été appris devienne un savoir.

Cela dit, et chaque enseignant devrait le savoir, l'expérience d'apprentissage positive ne consiste pas seulement dans le fait que l'élève saura comment on écrit le mot «philosophie». Le fait de surmonter le problème par une activité personnelle lui procure un sentiment de satisfaction et renforce sa confiance en soi. Aucun clic de souris ne peut remplacer cela. En outre, avec chaque expérience d'apprentissage impliquant l'enseignant et les camarades grandit la confiance de l'élève dans sa capacité à s'appuyer sur cette relation et augmente sa confiance dans les autres personnes en général. Et quant à l'enseignant, quelle satisfaction quand il sait que ses élèves, après une journée d'école, ont de nouveau surmonté un obstacle et rentrent chez eux encouragés!

En revanche, quel sentiment de malaise doit éprouver un enseignant dont les élèves ont accompli toute la journée apparemment en toute satisfaction un «apprentissage autonome» au moyen d'un appareil électronique. Qu'ont-ils vraiment appris? Dans quelle mesure ont-ils pu se concentrer? Comment ont-ils surmonté les obstacles? Combien sont-ils à les avoir évités en laissant tout simplement de côté ce qui leur paraissait difficile? Certes, l'enseignant peut vérifier les acquis à l'aide d'un examen, mais cela ne le décharge pas de sa responsabilité.

Les Hautes Ecoles pédagogiques et les sponsors de l'économie qui veulent livrer de plus en plus les élèves au travail autonome avec des programmes d'apprentissage électroniques acceptent en partie sciemment l'augmentation des échecs scolaires.

N'utiliser les appareils électroniques que de manière auxiliaire et temporaire

J'ai constaté que les apprenants, donc des jeunes adultes, ne doivent pas être laissés seuls devant leur ordinateur, sinon uniquement les élèves capables d'apprendre dans des conditions difficiles en tirent profit. Il est inadmissible qu'un enseignant n'utilise avec sa classe la salle des ordinateurs que parce que les élèves trouvent cela divertissant. L'objectif d'apprentissage doit être primordial. L'ordinateur ne doit être qu'un auxiliaire. Le fait que cela plaise accessoirement aux élèves d'écrire et de faire des recherches sur l'ordinateur est un facteur qui contribue tout à fait à rendre l'apprentissage positif. Toutefois, l'aide apportée par l'ordinateur ne peut rien changer au fait que l'apprentissage soit lié à l'effort.

Mes classes de méca- et électropraticiens ont parfois écrit une rédaction à l'ordinateur. Ils ont appris à utiliser le correcteur orthographique et fait l'expérience qu'ils doivent quand même exercer leur réflexion. Ils ont appris à donner à leur dossier un nom sensé (pas leur prénom!) et à le sauvegarder au bon endroit et de manière à le retrouver plus tard. Ils ont eu du plaisir à utiliser un joli titre et une illustration. Les plus exercés ont trouvé d'autres astuces de mise en image. Et ils ont pour une fois corrigé leurs fautes avec enthousiasme, après que j'aie corrigé leurs textes, car l'ordinateur présente l'énorme avantage que l'on n'est pas obligé de recopier les textes en entier. Cependant la correction des fautes reste toutefois le même travail de Romain que pour une rédaction écrite à la main. Ici, les élèves ont encore souvent besoin de l'aide d'un camarade ou de l'enseignant pour savoir en quoi consistent les fautes et comment les corriger. Plus un élève manifeste d'intérêt, plus il discute intensément avec l'enseignant ou un camarade et plus il y aura de chances que la correction contribue à sa compréhension de la langue. Aucun appareil électronique ne peut remplacer cette expérience.

L'utilisation de l'Internet est quelque chose de plus exigeant, par exemple pour connaître les programmes des partis politiques et les comparer. Les enseignants d'école professionnelle qui abandonnent leurs élèves à eux-mêmes savent que quelques-uns téléchargeront correctement les textes et les résumeront dans une présentation Power Point correcte et agréable mais que les élèves qui ne lisent pas régulièrement le journal ne comprendront pas grand-chose. Même à l'ère de l'ordinateur, la tâche de l'enseignant reste de faire comprendre, en collaboration avec les élèves intéressés par la politique, les programmes des partis et à transmettre à sa classe les bases nécessaires à une vie de citoyen actif.

Revenons à la collégienne Aninda qui veut, avec mon aide, améliorer ses connaissances en allemand. Après que nous ayons, lors de notre première rencontre, travaillé selon son vœu sur un chapitre de grammaire donné, elle vient au deuxième cours en ayant fait ses devoirs. Elle a tout lu soigneusement et marqué les phrases qu'elle ne comprend pas tout à fait. De plus, elle a, de sa propre initiative, photocopié à la médiathèque scolaire trois pages d'un manuel pour approfondir un point de géographie, pages qu'elle a également lues à la maison et dont elle a souligné des passages avec un marqueur. Pour mieux comprendre ce texte difficile, nous cherchons quelque chose ensemble sur Internet. Quand je lui demande si elle a accès à Internet à la maison et dans quel but elle l'utilise, Aninda me répond qu'elle s'en sert parfois pour faire des recherches pour l'école. En me quittant, elle me demande si j'aurai encore du temps à lui consacrer durant les vacances scolaires.

C'est ainsi que l'apprentissage procure de la joie, aussi bien à l'élève qu'à l'enseignante et c'est ainsi que l'élève réussit ses apprentissages.

Une culture générale solide et une réflexion cohérente au lieu d'un «apprentissage tout au long de la vie»

La formule «apprentissage tout au long de la vie» est une découverte des spin doctors américains qui, en passant par Bertelsmann & Co, atterrissent dans nos Hautes Ecoles pédagogiques et dans les têtes de nos enseignants. «Apprentissage tout au long de la vie» signifie qu'il est inutile d'acquiescer des contenus par la répétition et l'apprentissage par cœur, parce que ce savoir sera périmé dans quelques années. De plus, on peut tout trouver sur *Google*. C'est pourquoi les enseignants ne doivent pas tourmenter les pauvres enfants en exigeant qu'ils orthographient correctement les mots ou sachent leurs tables de multiplication par cœur. La seule chose à laquelle nous devons les entraîner, c'est la «compétence pratique», c'est-à-dire le fait de savoir où et comment trouver les connaissances. Par conséquent, à l'école obligatoire, les élèves devraient apprendre avant tout à se servir d'un ordinateur et à naviguer sur Internet – et bien sûr, ils ont besoin de quelques connaissances en anglais afin de s'y retrouver sur la Toile globale. Les livres qui ont plus de dix ans doivent être mis au rebut. On ne doit pas fatiguer la jeunesse avec un fatras inutile.

Pour la «société des 20/80», il suffit que la grande masse des receveurs d'ordres et des bénéficiaires de l'aide sociale possède un savoir ponctuel: ici, un mot-clé, là un clic de souris, il n'est pas nécessaires qu'elle comprenne les tenants et les aboutissants des choses et les rapports qu'elles entretiennent. Quel crime envers notre jeunesse!

Quels contenus d'enseignement pour nos enfants?

L'approvisionnement de nos écoles en matériels et en logiciels offerts à prix réduit voire gratuitement par le monde économique ne cesse de prendre de l'ampleur et ceci pas seulement grâce à *Swisscom* et à la *Poste suisse*. On sait que *Microsoft* et d'autres multinationales de la high tech financent des programmes d'apprentissage et des ordinateurs à prix avantageux depuis des années pour les classes. Aujourd'hui, toutes sortes de multinationales manipulent la jeunesse avec leurs messages

en partie très discutables à des fins publicitaires. Il existe déjà des entreprises qui pratiquent la commercialisation des programmes sponsorisés dans les écoles.

«Le leader en matière de sponsoring est *kiknet.ch* de Baden. Depuis huit ans, l'entreprise offre des unités d'enseignement que les écoles peuvent obtenir gratuitement sur Internet. Elle met à disposition quelque 140 modules pour tous les niveaux. Les 18 000 enseignants enregistrés reçoivent environ 50 000 documents par mois. Ce qui est particulier, c'est que tous les cours sont sponsorisés. Chaque entreprise paie 20 000 francs par mois pour telle ou telle de ces «activités de relations publiques», comme l'explique le directeur de *Kiknet*, *Timo Albiez*. Ainsi *Bodyshop* commercialise un cours sur «la peau», *Fielmann* sur «l'œil», *Bayer* sur la «sexualité». Des associations, des institutions et des partis politiques y participent également, par exemple *Swissnuclear* avec un module sur le nucléaire, l'Armée suisse avec un cours sur ses missions ou le PLR avec un petit cours d'instruction civique». («Neue Zürcher Zeitung» du 8 novembre 2010)

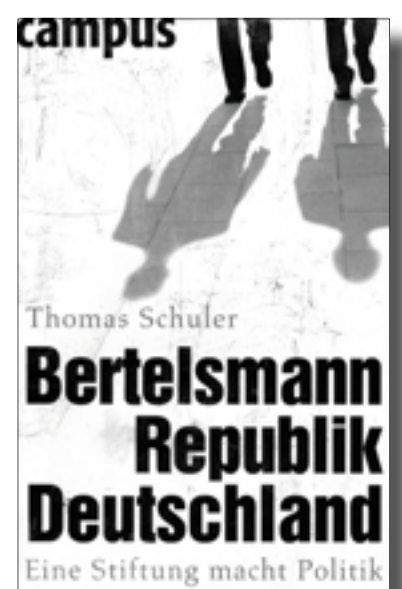
Nos enfants reçoivent donc une éducation sexuelle délivrée par une multinationale allemande de la chimie, ils sont «informés» par le lobby suisse du nucléaire sur la prétendue nécessité des centrales nucléaires et sont initiés à l'instruction civique par un parti politique selon son programme.

Reconnaissons-le, nous autres enseignants surchargés de tâches bureaucratiques inutiles sommes parfois contents de pouvoir utiliser dans nos cours des modules d'apprentissage tout préparés. Mais nous devons en examiner exactement le contenu auparavant. Nous devons faire tout notre possible pour que nos élèves deviennent des adultes stables, responsables et capables de vivre en société. Au niveau du lycée et des centres de formation professionnelle, où les élèves ont de toute façon fait l'expérience de toutes sortes d'insanités médiatiques, l'enseignant doit aborder des émissions et des articles de journaux discutables afin que les adolescents apprennent à adopter à leur égard une attitude critique.

Conclusions

«Ceux qui aiment marcher en rangs sur une musique, ce ne peut être que par erreur qu'ils ont reçu un cerveau, la moelle épinière leur suffirait amplement.» (Albert Einstein)

Faisons tout notre possible pour que nos adolescents puissent développer les aptitudes presque illimitées de leur cerveau à apprendre, à lire, à mémoriser un savoir, à poser des questions, à discuter avec autrui, à désirer savoir et penser en contexte et deviennent des personnes conscientes de leurs responsabilités et capables de vivre en société, de s'identifier aux autres et d'être utiles à leur commune, à leur pays et au monde entier. Ce n'est pas seulement une élite restreinte, mais tous les individus dotés de tous leurs sens qui en sont capables. Nous autres adultes avons la responsabilité d'offrir cette chance à tous les enfants. Ceux qui veulent améliorer la contribution de notre école à la réalisation de l'égalité des chances sont appelés à modifier la politique éducative. •



ISBN 978-593-39097-0

Le Centre neuchâtelois d'intégration professionnelle

par Katrin Schulte-Holtey

Le Centre neuchâtelois d'intégration professionnelle (CNIP) –, en même temps une école et une entreprise, est un lieu de formation et d'intégration étroitement lié à sa région, dont les efforts d'intégration servent à plusieurs niveaux à la population sur place: il travaille en fonction des besoins de l'industrie de la région et tient compte de ceux de la population locale: les chômeurs, les personnes touchant une rente AI et d'autres personnes ne pouvant plus être actives dans la vie professionnelle ont la possibilité de trouver une réinsertion professionnelle au travers d'une formation du CNIP, ce qui leur permet de trouver des solutions à leurs difficultés financières et sociales et donc de mener à nouveau une vie indépendante.

Lorsqu'on vient de Neuchâtel dans le Val-de-Travers, connu pour sa beauté naturelle, on aperçoit à l'entrée du village de Couvet, en passant sur un pont étroit enjambant la rivière l'Areuse, une vieille fabrique. Ce fut jusqu'en 1989 le siège de l'entreprise *Dubied*, d'une grande importance pour la région, car elle occupait un millier de personnes et était connue dans le monde entier pour ses machines à tricoter. Après plus d'un siècle de succès, elle tomba en faillite en 1988. Le Centre d'intégration professionnelle put entreprendre une rénovation soignée et approfondie d'une partie de ce grand bâtiment et l'adapter à ses propres besoins, pour s'y installer en 2001. Ce bâtiment de portée historique abrite aujourd'hui, sur trois étages avec 5000 m², différents ateliers adaptés aux différentes formations, un grand nombre de machines, des salles de classes pour l'enseignement théorique (portant toutes les noms de personnalités importantes de la région) ainsi que des bureaux pour l'administration, le tout se trouvant sous le même toit. Les visiteurs peuvent, selon leurs vœux, visiter, à part, une collection de vieilles machines à tricoter de l'entreprise *Dubied*.

Genèse

La création du CNIP, lequel fête, il y a deux ans, son 15^e anniversaire, est étroitement liée à l'histoire de la région riche en industrie. Alors que des difficultés économiques avaient conduit un certain nombre d'entreprises à la fermeture, on s'était uni au début des années nonante et avait décidé qu'il ne fallait pas perdre le savoir accumulé dans la région. On avait aussi compris que les travailleurs sans réelle formation pouvaient trouver un emploi dans la mesure où l'économie se portait bien, mais qu'ils étaient les premiers à subir les conséquences d'une crise. De ce fait on décida d'un commun accord la création d'un centre de formation professionnelle, orienté vers les besoins de l'industrie neuchâteloise et dont le but serait la réintégration de personnel peu, voire pas qualifié. De ce fait, il naquit une étroite collaboration entre les entreprises de la région et le CNIP, comme lieu de formation voué à l'intégration.

Les apprenants

Le CNIP peut offrir 140 places d'apprentissage. Il s'agit principalement d'adultes ne bénéficiant pas d'une formation reconnue, mais désireux d'obtenir une formation de



«Grâce au travail du CNIP, on arrive à intégrer ou réintégrer les bénéficiaires de l'assurance invalidité et les chômeurs dans la vie active – avec toutes les conséquences positives que cela apporte pour la vie des personnes concernées. On peut aussi maintenir le savoir-faire grâce aux connaissances spéciales acquises au cours des périodes de formation, ce qui contribue à maintenir l'industrie régionale, fournisseur d'emplois précieux.» (photo mad)

base dans le domaine de l'industrie et de l'artisanat qui leur permettrait de se réintégrer dans le domaine industriel: des chômeurs, des personnes bénéficiant d'une rente AI, des personnes ayant subi un accident ou souffrant de difficultés psychiques ou sociales, ou atteintes d'allergies ou de maladies, bref tout un chacun qui pour différentes raisons aurait perdu son emploi. L'offre de formation est valable pour les personnes annoncées par l'Office de l'assurance invalidité ou par le Service de l'emploi. Des cours sont mis en place également pour des entreprises qui souhaitent faire suivre une formation à ses collaborateurs. Il va de soi que toute personne intéressée par une nouvelle formation et souhaitant s'engager dans une nouvelle voie est accueillie.

La plupart des apprenants sont âgés de 30 à 65 ans. Ils proviennent de plus de vingt nationalités différentes, mais viennent, pour l'essentiel, des localités avoisinantes telles que La Chaux-de-Fonds, Le Locle ou Neuchâtel. Entre 10 et 20% viennent du Val-de-Travers qui compte environ 10000 habitants; d'autres proviennent d'autres cantons (Vaud, Valais, Fribourg). On y trouve même des apprenants venant de France pour suivre certains cours, car l'industrie y est du même type, les besoins sont donc identiques. En retour, des apprenants d'ici peuvent aller se former en France si l'on y offre des cours qui n'auraient pas d'équivalent au CNIP. C'est ainsi qu'on travaille en étroite collaboration et qu'on se complète.

On apprend «sur le tas»

Les apprenants reçoivent au CNIP une formation dans les domaines de la mécanique, du polissage, de la logistique, de l'assemblage/soudage, de l'électrotechnique et de l'horlogerie. Une spécialité du CNIP est une formation de six mois pour l'industrie horlogère de la région, l'anglage. A la fin de leur apprentissage, les apprenants passent des examens qui

leur offrent un certificat officiel délivré par la Convention patronale de l'industrie horlogère. Le CNIP attribue des certificats aussi dans d'autres domaines, ce qui permet aux détenteurs de fréquenter des écoles supérieures. Les formations qui peuvent durer de quel-



(photo mad)

ques semaines jusqu'à près de deux ans au CNIP comptent comme formation primaire; c'est une formation «sur le tas» qui sert de base pour une formation plus poussée, selon les explications de *Véronique Gosteli*, la responsable de la communication. Le CNIP offre 36 filières de formation différentes dans tous les domaines, dont 11 par exemple dans le domaine de la mécanique. Durant tout ce temps, les apprenants profitent de leçons en français, en mathématiques, en informatique et en technologie.

Atelier d'occupation au travail

Outre ses ateliers de formation, le CNIP gère un atelier d'occupation au travail offrant 25 places sous la direction de 2 responsables. Les personnes qui y sont occupées travaillent avant tout à l'entretien du matériel et des innombrables machines du CNIP – des travaux dont l'importance est à souligner.

Stages d'observation

Les postulants aux différents modules de formation doivent préalablement suivre un stage d'observation d'au moins trois semaines. Les formateurs y observent les réelles capacités des personnes pour une formation au sein du CNIP, ou dans un autre domaine de formation non dispensé au CNIP. On y observe leurs facultés psychiques et physiques, leurs motivations, leurs capacités à assurer un travail pratique, leur persévérance et leur capacité de concentration. On tire un bilan au bout de trois semaines. Se réunissent le candidat, son formateur, son conseiller de l'AI ou du Service de l'emploi, voire avec son répondant social pour prendre une décision commune

concernant la formation appropriée et le lieu où la poursuivre. Ce processus soigneusement élaboré permet au CNIP de garantir que les personnes prises en charge pour une formation trouveront à la fin réellement un emploi.

Une formation personnalisée

La formation fortement personnalisée est une spécificité du Centre neuchâtelois d'intégration professionnelle. Chaque apprenti est traité personnellement et peut bénéficier d'un suivi psychosocial. Les apprenants se retrouvent dans de petites classes (pas plus de 8 élèves) et chacun d'entre eux suit un programme personnel, adapté à sa personne. Il s'agit également de répondre à certaines exigences de comportement social, d'acquiescer une auto-évaluation réaliste et d'apprendre à se présenter pour un emploi (rédiger un curriculum vitae, préparer des dossiers de candidature etc.). Pour remplir ces nombreuses tâches, le CNIP emploie 35 personnes, c'est-à-dire des enseignants, des travailleurs sociaux, des assistants pour les programmes de formation, soit des spécialistes de la formation professionnelle, mais aussi du personnel administratif.

Confrontation aux réalités économiques

Le CNIP est une école, mais en même temps une entreprise, car on y travaille comme dans l'industrie: on est en contact direct avec des entreprises. C'est ce qui fait le cas particulier du CNIP. Les apprenants produisent pendant leur apprentissage des biens pour l'industrie et doivent donc se tenir aux délais de livrai-

son et directives de qualité. Cette confrontation à la réalité économique fait partie de l'apprentissage.

Collaboration étroite et souple avec les entreprises et les écoles de la région

Les entreprises de la région ont la possibilité d'utiliser ce qu'offre le CNIP et peuvent y envoyer leur personnel pour une formation continue. Ils peuvent toutefois aussi demander au CNIP de développer un programme de formation spécifique dans un certain domaine. C'est ainsi qu'on recherche et qu'on mène une étroite collaboration avec les entreprises de la région, ce qui n'empêche pas de maintenir un contact avec d'autres écoles, alors qu'on poursuit les mêmes objectifs; il arrive même qu'on échange des enseignants. On accepte délibérément des personnes qui ne viennent pas forcément de l'assurance invalidité ou de l'assurance chômage.

Au profit de tous

Grâce au travail du CNIP, on arrive à intégrer ou réintégrer les bénéficiaires de l'assurance invalidité et les chômeurs dans la vie active – avec toutes les conséquences positives que cela apporte pour la vie des personnes concernées. On peut aussi maintenir le savoir-faire grâce aux connaissances spéciales acquises au cours des périodes de formation, ce qui contribue à maintenir l'industrie régionale, fournisseur d'emplois précieux. Une telle collaboration étroite se justifie particulièrement en période de crise, car elle peut aider à contenir des développements dommageables aussi bien au profit de l'individu que de la communauté de toute une région. •

(Traduction *Horizons et débats*)



(photo mad)